



## **Convention relative aux droits de l'enfant**

Distr. générale  
14 décembre 2015

Original : français  
Anglais, espagnol et français  
seulement

---

Comité des droits de l'enfant

### **Examen des rapports soumis par les États parties en application du paragraphe 1 de l'article 12 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants**

**Rapports des États parties attendus en 2009**

**Gabon\***

[Date de réception : 18 novembre 2015]

---

\* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



## Table des matières

	<i>Page</i>
Liste des tableaux .....	4
Introduction .....	5
I. Interdiction de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants .....	6
II. Procédure pénale .....	7
1. Compétence du Gabon pour connaître les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole .....	7
A. Cas où ces infractions sont commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés au Gabon .....	7
B. Cas où l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant gabonais ou a sa résidence habituelle sur le territoire gabonais .....	8
C. Cas où la victime est un ressortissant gabonais .....	9
D. Cas où l'auteur présumé de l'infraction est présent sur son territoire et le Gabon ne l'extrade pas vers un autre État Partie au motif que l'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants .....	9
2. Politique gabonaise en matière d'extradition dans le cas des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole .....	9
A. L'extradition entre le Gabon et les États de la CEMAC .....	10
B. L'extradition entre le Gabon et les autres États africains .....	10
C. L'extradition entre le Gabon et les autres États du monde .....	10
3. Mesures prises en matière de saisie et confiscation des biens ou produits ainsi que de fermeture de locaux .....	11
A. Saisie et confiscation des biens ou produits visés à l'article 7 a) du Protocole .....	11
B. Fermeture temporaire ou définitive de locaux utilisés pour commettre les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole .....	12
III. Protection des droits des enfants victimes .....	12
1. Mesures prises afin de protéger les droits et les intérêts des enfants victimes au cours de la procédure pénale .....	12
A. Prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant dans la législation interne .....	13
B. Ouvrir des enquêtes pénales, même dans le cas où l'âge réel de la victime ne peut être établi .....	18
C. Adapter des procédures afin de prendre en compte la vulnérabilité de l'enfant, en particulier le sens de la dignité et de sa valeur ainsi que le milieu dont il est originaire, notamment les procédures appliquées pour examiner, questionner, juger et contre- interroger des enfants victimes et des témoins; le droit d'un parent ou d'un tuteur d'être présent, et le droit d'être représenté par un conseil juridique ou de demander l'aide juridictionnelle gratuite .....	18
D. Tenir l'enfant informé pendant toute la durée de la procédure légale .....	21
E. Droit à l'information sur les modalités d'exécution de la peine .....	22

F.	Permettre à l'enfant d'exprimer ses opinions, ses besoins et ses préoccupations et fournir des services d'appui appropriés aux enfants victimes à tous les stades de la procédure judiciaire .....	22
G.	Protéger, s'il y a lieu, la vie privée et l'identité des enfants victimes.....	23
H.	Garantir, le cas échéant, la sécurité des enfants victimes ainsi que celle de leurs familles, des personnes qui témoignent en leur nom, des personnes/organismes qui s'occupent de la prévention et/ou de la protection et de la réadaptation des enfants victimes, en les mettant à l'abri des actes d'intimidation et des représailles .....	24
I.	Faire en sorte que tous les enfants victimes aient accès à des procédures leur permettant, sans discrimination, de réclamer réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables et éviter tout retard indu dans le prononcé du jugement et l'exécution des ordonnances ou des décisions leur accordant une indemnisation.....	25
J.	Assurer aux enfants victimes toute l'assistance appropriée, notamment leur pleine réinsertion sociale et leur plein rétablissement physique et psychologique...	26
K.	Droit de l'accusé à un procès équitable .....	39
IV.	Prévention de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants .....	40
1.	Initiatives de lutte contre la traite des enfants .....	41
2.	Initiatives de lutte contre le travail des mineurs .....	45
3.	Initiatives de lutte contre l'exploitation sexuelle et pornographie des enfants .....	46
4.	Initiatives de lutte contre les maltraitances et les violences à l'égard des enfants .....	47
5.	Actions d'information menées dans les établissements scolaires .....	52
6.	Actions menées par les services de polices en direction des enfants vulnérables.....	55
7.	Actions particulières menées en direction des mineurs étrangers isolés.....	59
8.	Prévention spéciale – enfants vulnérables .....	60
	Programmes et stratégies de prévention .....	60
V.	Assistance et coopération internationale .....	63
	Actions de sensibilisation menées dans le cadre de l'UNICEF .....	67
Annexe	.....	69

## Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Évolution du budget du CAPEDES d'Agondjè de 2007 à 2012 en f CFA.....	27
Tableau n° 2 : Évolution du budget du service social de la protection de la jeunesse de 2007 à 2012 en f CFA .....	28
Tableau n° 3 : Évolution du budget du Comité national de suivi de la mise en œuvre de la Plate-forme commune d'actions de lutte contre le trafic des enfants à des fins d'exploitation du travail de 2007 à 2012 en f CFA .....	31
Tableau n° 4 : Évolution du budget du Point focal de prévention et de lutte contre le travail des enfants de 2007 à 2012 en f CFA.....	32
Tableau n° 5 : Évolution du budget des structures gouvernementales de prise en charge des enfants vulnérables de 2007 à 2012 en f CFA .....	38
Tableau n° 6 : Activités liées à la diffusion des principes et dispositions de la CDE.....	42
Tableau n° 7 : Autres activités menées par l'ONG SIFOS dans le cadre de la lutte contre la traite et l'exploitation des enfants.....	42
Tableau n° 8 : Répartition des enfants rapatriés de 2012 à 2014 selon la nationalité et le sexe .....	44
Tableau n° 9 : Cas de viols sur mineures de moins de 15 ans, traités entre 2010 et 2013 par les Cours d'appel judiciaire de Libreville, Port-Gentil, Franceville et Mouila .....	50
Tableau n° 10 : Chronologie de viols perpétrés de 2012 au 30 mars 2014 et publiés dans le quotidien l'Union.....	51
Tableau n° 11 : Récapitulatif des affaires traitées (violences sur les mineurs) par la Brigade des mœurs de 2009 à 2011 .....	52
Tableau n° 12 : Typologie des abus et violences dénoncés par les élèves au cours d'une campagne de sensibilisation réalisée par l'ONG Samba Mwanas dans les établissements secondaires de l'Estuaire en 2012 .....	53
Tableau n° 13 : Nombre d'abus par environnement .....	54
Tableau n° 14 : Ampleur des abus par environnement .....	54
Tableau n° 15 : Abus et violences les plus fréquents par environnement.....	54
Tableau n° 16 : Actions menées par l'ONG Samba Mwanas de novembre 2012 à novembre 2014 .....	55
Tableau n° 17 : Synthèse des activités réalisées par l'ONG Samba Mwanas entre novembre 2012 et novembre 2014 .....	55
Tableau n° 18 : Principales opérations ciblées de la police à Libreville.....	56
Tableau n° 19 : Répartition des enfants des rues par nationalité .....	57
Tableau n° 20 : Estimatif des enfants des rues par sexe et par ville .....	58
Tableau n° 21 : Répartition de la moyenne d'âge des enfants des rues par sexe et par localité .....	58
Tableau n° 22 : Activités liées à la diffusion des principes et dispositions de la CDE.....	61

## Introduction

1. Le 1<sup>er</sup> octobre 2007, le Gabon a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté à New-York le 25 mai 2000 tel qu'il a été rectifié par le Secrétaire Général de l'ONU en date du 14 novembre 2000.
2. Dans ce rapport, le Gabon présente au Comité des droits de l'enfant les lois, les politiques, les initiatives et les programmes du gouvernement qui permettent la mise en œuvre du Protocole, conformément à ce que prévoit son article 12, paragraphe 1. Il contient également les difficultés persistantes et les objectifs que le gouvernement se fixe pour l'avenir.
3. Ainsi, le présent rapport a été élaboré de manière à renseigner les dispositions qui sont contenues dans le Protocole. Toutefois, afin de respecter les lignes directrices et le nombre de pages limité, ce rapport ne comprend pas une liste exhaustive des mesures prises par le Gouvernement.
4. Les renseignements détaillés sur le contexte général du pays sont présentés dans le rapport initial du Gabon sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant soumis au Comité africain d'Experts des droits et du bien-être de l'enfant en 2013 et dans le rapport périodique du Gabon relatif à la CDE soumis au Comité des droits de l'enfant en 2013.
5. Ledit rapport a été élaboré par le Comité national de rédaction des rapports nationaux sur les droits de l'homme. Une session nationale de restitution et de validation dudit rapport, participative et inclusive, a été organisée le 14 novembre 2014.
6. Au préalable, à la demande du Comité national de rédaction des rapports nationaux sur les droits de l'homme, des points focaux ont été désignés par les différents acteurs (gouvernementaux et non gouvernementaux) concernés par la mise en œuvre du Protocole. Lesdits points focaux, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à Libreville, ont fourni les données tant quantitatives que qualitatives contenues dans le présent rapport. Ce document est donc la synthèse des contributions provenant des différents acteurs concernés par l'application du Protocole. Ceci pour dire que l'élaboration dudit rapport est issue aussi bien des organisations gouvernementales, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, de la société civile que des Partenaires au développement. Il a été soumis à dix (10) organisations gouvernementales et non gouvernementales pour amendements et contributions.
7. Ce rapport a été établi en appliquant les Directives concernant les rapports initiaux que les États Parties doivent présenter conformément au paragraphe 1 de l'article 12 du Protocole (référéncées CRC/OP/SA/1).
8. Pour des raisons de convenance personnelle, le Comité de rédaction n'a pas présenté une partie spécifique contenant les statistiques portant sur les infractions visées dans le Protocole.
9. Outre l'annexe, le présent rapport est composé de cinq (5) parties :
  - I. Interdiction de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants;
  - II. Procédure pénale;
  - III. Protection des droits des enfants victimes;

IV. Prévention de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants;

V. Assistance et coopération internationale.

## **I. Interdiction de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants**

10. La traite d'enfants n'est pas un phénomène culturel gabonais. Elle est apparue dans les années 80 avec la croissance du secteur informel, contrôlé par les étrangers.

11. Le Gabon est donc un pays de destination des enfants victimes de la traite ainsi qu'un pays de transit de ces victimes vers la Guinée Équatoriale. D'après les données disponibles, les victimes de la traite, qui ont été recensées, sont pour la plupart originaires de la sous-région de l'Ouest et du Centre de l'Afrique, le plus souvent du Bénin, de la Guinée Conakry, du Mali, du Nigéria et du Togo. Les auteurs de traite d'enfants sont attirés par le Gabon qu'ils considèrent comme l'un des pays économiquement solides et socio-politiquement stables de la sous-région, qui peut leur offrir un avenir et des possibilités d'emploi. La majorité des cas de traite sont détectés à Libreville et à Port Gentil.

12. Toutefois, il ressort de l'enquête sur la traite transfrontalière et l'exploitation des enfants dans la province de l'Estuaire, dont les résultats ont été validés le 8 juin 2009 par le Comité de suivi de la lutte contre la traite des enfants au Gabon, que 30,6 % des enfants victimes de la traite et de l'exploitation sont des Gabonais et 69,4 % sont des expatriés. Ce qui revient à dire qu'il y a une traite intérieure qui se développe progressivement au Gabon.

### **Article 1<sup>er</sup>**

**Les États Parties interdisent la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants conformément aux dispositions du présent Protocole.**

13. La législation gabonaise interdit la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

14. S'agissant de la vente des enfants, par exemple, l'article 3 de l'Accord de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre auquel le Gabon est signataire depuis le 6 juillet 2006 interdit la traite des personnes à quelque fin que ce soit.

15. Toutefois, le Gabon n'a pas attendu la signature de cet Accord pour interdire la traite des enfants. En effet, les articles 11 et 12 de la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise interdisent la traite des enfants pour exploitation économique. Ainsi, selon l'article 11 de ladite loi, « il est interdit à toute personne physique ou morale d'introduire ou de tenter d'introduire sur le territoire national un enfant en vue d'aliéner, à titre onéreux ou gratuit, sa liberté ».

### **Article 2**

#### **Aux fins du Présent protocole**

**a) On entend par vente d'enfants tout acte ou toute transaction en vertu desquels un enfant est remis par toute personne ou de tout groupe de personne à une autre personne ou à un autre groupe contre rémunération ou tout autre avantage.**

16. La législation gabonaise a utilisé successivement le concept « trafic des enfants », puis celui de « traite des enfants » pour désigner le concept « vente d'enfants » en usage

dans le Protocole. Toutefois, il semble que le contenu donné aux deux concepts est identique. On peut même dire que la définition de traite des enfants est plus globalisante dans le cadre normatif gabonais car elle pose le problème en termes de traite de personnes.

17. En effet, selon l'article 3 de la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 « (...) le trafic des enfants comprend :

a) Toutes les formes de déplacement forcé, de marchandage, d'échange, telles que la vente, la traite ainsi que la servitude pour dettes des enfants;

b) Le recrutement, l'offre et le placement à titre onéreux ou gracieux des enfants à des fins domestiques ou lucratives au sein des familles ».

18. Par contre, le Manuel de procédures de prise en charge des victimes de traite définit ce phénomène comme suit : « (...) le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme « traites des personnes » même s'ils ne font appel à aucun des moyens énoncés à l'alinéa (a) ci-après.

19. Alinéa (a) de l'article 3 : L'expression « traite des personnes » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil des personnes par la menace ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation ».

b) **On entend par prostitution des enfants le fait d'utiliser un enfant aux fins d'activités sexuelles contre rémunération ou tout autre forme d'avantage.**

c) **On entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.**

## II. Procédure pénale

### 1. Compétence du Gabon pour connaître les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole

#### A. Cas où ces infractions sont commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés au Gabon

##### Article 4.1

**1. Tout État Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, lorsque ces infractions ont été commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés dans cet État.**

20. Sauf existence d'un accord particulier entre le Gabon et un ou plusieurs États, tout acte constitutif d'infraction commis sur le territoire gabonais, quelle que soit la nationalité de son auteur, relève de la compétence des juridictions gabonaises. Il en va de même pour les infractions commises à bord des navires ou aéronefs battant pavillon gabonais ou immatriculés au Gabon.

21. Pour les crimes et délits commis à bord des navires ou aéronefs non immatriculés au Gabon, il faut qu'il soit commis sur le territoire gabonais.

**B. Cas où l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant gabonais ou a sa résidence habituelle sur le territoire gabonais**

**Article 4.2**

**2. Tout État Partie peut prendre les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, dans les cas suivants :**

**a) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit État, ou a sa résidence habituelle sur le territoire de celui-ci.**

22. Selon la Constitution, tout citoyen gabonais séjournant ou résidant à l'étranger bénéficie de la protection et de l'assistance de l'État, dans les conditions fixées par les lois nationales ou les accords internationaux.

23. De façon spécifique, l'article 526 du Code de procédure pénale dispose que tout citoyen gabonais qui, hors du territoire de la République gabonaise, s'est rendu coupable d'un fait qualifié crime ou délit par la loi gabonaise peut être poursuivi et jugé au Gabon, si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

24. Les dispositions de l'article ci-dessus cité s'appliquent à l'auteur du fait qui n'a acquis la nationalité gabonaise qu'après la commission du crime ou du délit.

25. Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'auteur du fait justifie qu'il a été définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a exécuté sa peine ou obtenu la grâce, ou que la peine a été prescrite.

26. En cas de délit commis contre un particulier gabonais ou étranger, la poursuite ne peut être intentée qu'à la requête du Ministère public. Elle doit être précédée d'une plainte de la partie lésée ou d'une dénonciation officielle à l'autorité gabonaise par l'autorité du pays où le délit a été commis.

27. Aucune poursuite n'a lieu avant le retour de l'auteur du fait au Gabon, si ce n'est pour les crimes énoncés à l'article 258 du Code de procédure pénale.

28. L'article 527 du Code de procédure pénale précise que la poursuite est intentée à la requête du ministère public où réside l'auteur du fait ou du lieu où il a été trouvé.

29. Toutefois, la Cour de Cassation peut, sur la demande du Ministère Public ou des parties, renvoyer la connaissance de l'affaire devant la cour ou le tribunal le plus proche du lieu du crime ou du délit.

30. L'article 528 du Code de procédure pénale ajoute que tout étranger qui, hors du territoire gabonais, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme instigateur, soit comme complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'État gabonais, pourra être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois gabonaises, s'il est arrêté au Gabon, ou si le gouvernement obtient son extradition.

31. Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis au Gabon, si l'auteur du fait justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a exécuté sa peine ou obtenu la grâce ou que la peine a été prescrite.

32. Il est évident que c'est la loi pénale du lieu où le crime a été commis qui s'applique au ressortissant gabonais. Toutefois, si la loi étrangère ne se reconnaît pas compétente, il doit faire application de la loi gabonaise (art. 29 du Code civil). L'exigence de la double incrimination est de plus en plus abandonnée par le législateur.

33. Cependant, les Conventions peuvent déroger à ce qui vient d'être dit car, par exemple, l'accord d'extradition entre les États membres de la CEMAC du 28 janvier 2004



prévoit que le pays dans lequel l'infraction a été commise peut toujours demander l'extradition du Gabonais. Il s'agit ici du tempérament à la règle de la non extradition de son national.

**C. Cas où la victime est un ressortissant gabonais**

**Article 4.2**

**2. Tout État Partie peut prendre les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, dans les cas suivants :**

**b) Lorsque la victime est un ressortissant dudit État.**

34. De principe, lorsqu'un crime ou délit punissable d'une peine d'emprisonnement est commis hors du territoire gabonais par un Gabonais ou un étranger sur une victime de nationalité gabonaise, ce sont les juridictions du lieu du crime ou du délit qui sont compétentes.

**D. Cas où l'auteur présumé de l'infraction est présent sur son territoire et le Gabon ne l'extrade pas vers un autre État Partie au motif que l'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants**

**Article 4.3**

**3. Tout État Partie prend également les mesures propres à établir sa compétence aux fins de connaître des infractions susmentionnées lorsque l'auteur présumé de l'infraction est présent sur son territoire et qu'il ne l'extrade pas dans un autre État Partie au motif que l'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants.**

35. En vertu, par exemple, de « l'Accord CEMAC » suscité, le Gabon peut toujours en vertu des articles 2 et suivants de celle-ci extraditer son national. Mais, en pratique, les États rechignent à le faire, préférant les poursuivre et les juger eux-mêmes, même si les victimes ne sont pas des nationaux.

**2. Politique gabonaise en matière d'extradition dans le cas des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole**

**Article 5**

**1. Les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition en vigueur entre les États Parties et sont comprises dans tout traité d'extradition qui sera conclu ultérieurement entre eux, conformément aux conditions énoncées dans lesdits traités.**

**2. Si un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition, par un autre État Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer le Présent Protocole comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit de l'État requis.**

**3. Les États Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'État requis.**

**4. Entre États Parties, lesdites infractions sont considérées aux fins d'extraditions comme ayant été commises non seulement au lieu de leur perpétration, mais aussi sur**

le territoire placé sous la juridiction des États tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 4.

**5. Si une demande d'extradition est présentée au motif d'une infraction visée au paragraphe 1 de l'article 3, et si l'État requis n'extrade pas ou ne veut pas extradier, à raison de la nationalité de l'auteur de l'infraction, cet État prend les mesures voulues pour saisir ses autorités compétentes aux fins de poursuites.**

36. Même si jusqu'à ce jour les autorités gabonaises n'ont pas été rendues destinataires d'une demande d'extradition en lien avec les infractions visées par le Protocole, si le Gabon reçoit d'un autre État une demande d'extradition d'une personne, il est fait application des dispositions de l'article 90 du Statut de Rome, selon l'article 629 du Code de procédure pénale. Cependant, le Gabon s'assure que la demande d'extradition ne dissimule pas une poursuite liée à la race, à la religion, à l'origine ethnique ou aux opinions politiques de la personne soupçonnée. De même, lorsque la Chambre Préliminaire de la Cour Pénale Internationale délivre une citation à comparaître conformément à l'article 58 (7) du Statut de la Cour Pénale Internationale, le Procureur Général en assure l'exécution, comme indiqué dans l'article 627 du Code de procédure pénale.

#### **A. L'extradition entre le Gabon et les États de la CEMAC**

37. L'extradition entre le Gabon et les États de la CEMAC est encadrée par l'Accord d'extradition signé entre les États membres de la CEMAC le 28 janvier 2004. Celui-ci prévoit que le pays dans lequel l'infraction a été commise peut demander l'extradition de l'auteur.

38. L'article 2 dudit Accord dispose effectivement que : « Chaque État Partie s'engage à extradier, selon les règles et sous les conditions déterminées par le présent Accord, les individus qui sont poursuivis pour des infractions de droit commun ou recherchés aux fins d'exécution des peines ou des mesures de sûreté par les juridictions compétentes de l'un d'eux dénommé partie requérante ».

39. Certaines infractions ne donnent pas lieu à une extradition. C'est pourquoi l'extradition n'est accordée que si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction n'entrant pas dans le champ des infractions prévues par sa loi pénale.

40. La même règle s'applique si la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction de droit commun est présentée aux fins de poursuivre ou de punir un individu pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cet individu risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons (art. 4 de l'Accord d'extradition).

#### **B. L'extradition entre le Gabon et les autres États africains**

41. Dans ce cas d'espèce, ce sont l'Accord de coopération en matière de justice, dite Convention de Tananarive de 1961, la Convention Gabon-malienne de 2008 et la Convention de coopération judiciaire entre la République Chérifienne et le Gabon qui sont les normes applicables.

#### **C. L'extradition entre le Gabon et les autres États du monde**

42. L'extradition entre le Gabon et les autres pays du monde est régie par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dite Convention de Palerme, dont notre pays est Partie depuis le 10 décembre 2004. Plus précisément, le Gabon a ratifié, en octobre 2010, le Protocole additionnel à la Convention de Palerme visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants.

Ledit Protocole prévoit des mesures strictes destinées à combattre la traite des êtres humains en les protégeant contre l'esclavage, l'exploitation sexuelle et le travail clandestin.

43. De façon spécifique, le Gabon et la France ont signé le 23 juillet 1963, la « Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition ». Selon l'article 44 de ladite Convention : « Les États contractants s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants, les individus qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux États, sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'autre État ».

### **3. Mesures prises en matière de saisie et confiscation des biens ou produits ainsi que de fermeture de locaux**

#### **Article 7**

**Sous réserve des dispositions de leur droit interne, les États Parties :**

**a) Prennent des mesures appropriées pour permettre la saisie et la confiscation, selon que de besoin :**

**i) Des biens tels que documents, avoirs et autres moyens matériels utilisés pour commettre les infractions visées dans le présent Protocole et en faciliter la commission.**

**ii) Du produit de ces infractions.**

**b) Donnent effet aux demandes de saisie ou de confiscation des biens ou produits visés au paragraphe a) émanant d'un autre État Partie.**

#### **A. Saisie et confiscation des biens ou produits visés à l'article 7 a) du Protocole**

44. Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires, au nombre desquelles figurent la saisie ou la confiscation d'un objet.

##### *a. Saisie*

45. L'article 213 du Code pénal prévoit que les officiers de police judiciaire pourront, avant toute poursuite, saisir les écrits, ou autres objets visés à l'article 212 dont un ou plusieurs exemplaires auront été exposés au regard du public et qui, par leur caractère contraire aux bonnes mœurs, présenteraient un danger immédiat pour la moralité publique. Ils pourront de même saisir, arracher, lacérer ou recouvrir les affiches de même nature.

46. La saisie des pièces à titre conservatoire est régie par les articles 87 à 89 du Code de procédure pénale. Le même Code prévoit la saisie et le placement sous scellé des objets et pièces lors du transport sur les lieux, des perquisitions et au moment de l'instruction. La saisie est faite par le juge d'instruction.

47. Des dispositions similaires sont prévues par le décret n° 000024/PR/MTE fixant les conditions de contrôle, d'enquête et perquisitions relatives à la prévention et à la lutte contre le trafic d'enfants en République gabonaise.

##### *b. Confiscation*

48. L'article 4 du Code pénal prévoit des peines complémentaires ou accessoires dont la confiscation. Les objets et pièces saisis sont susceptibles d'être confisqués et ne sont restitués qu'en cas de non-lieu ou relax. C'est le juge qui est compétent pour statuer sur la restitution desdits objets.

49. L'article 23 de la loi n° 009/2004 du 21 septembre 2004 dispose que les personnes coupables des infractions prévues dans la présente loi encourrent également les peines complémentaires suivantes :

- 1) La confiscation des biens ayant servi à la commission des faits et le produit résultant du trafic au profit de l'État;
- 2) L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

c. *Procédure applicable aux demandes d'entraide internationale*

50. Ce sont les Conventions suscitées qui règlent la question des demandes d'entraide judiciaire.

**B. Fermeture temporaire ou définitive de locaux utilisés pour commettre les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole**

**Article 7.c**

**Sous réserve des dispositions de leur droit interne, les États Parties :**

**c) Prennent des mesures en vue de fermer provisoirement ou définitivement les locaux utilisés pour commettre lesdites infractions.**

51. En l'état actuel de la loi, les personnes morales ne sont pas pénalement responsables. De la sorte, il n'y a point de sanction pénale à leur égard.

52. Toutefois, le juge pénal, selon la nécessité ou l'urgence, peut ordonner à titre de peine principale ou complémentaire, la fermeture de l'établissement ou du lieu ayant servi à la commission d'un délit ou d'un crime (art. 4 du Code pénal).

### **III. Protection des droits des enfants victimes**

53. Il est plus qu'évident que la protection des mineurs victimes est une préoccupation constante du Gouvernement gabonais. L'État joue un rôle primordial dans la protection de l'enfant par une administration satisfaisante de la justice pour mineurs.

**1. Mesures prises afin de protéger les droits et les intérêts des enfants victimes au cours de la procédure pénale**

54. Une batterie de mesures judiciaire, administrative et institutionnelle pour sauvegarder l'intérêt supérieur de l'enfant ont été prises.

55. L'article 5 de la loi n° 2/90 du 26 juillet 1990 portant ratification de la Charte nationale des libertés consacre le droit à la protection, en particulier de la mère et de l'enfant.

56. Pour donner suite aux dispositions du Protocole, de la CDE et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, le Gabon a pris la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 portant régime judiciaire de protection du mineur. Cette loi, dont l'article 1<sup>er</sup> dispose expressément qu'elle est prise en application, entre autres, de la Convention relative aux droits de l'enfant, abroge les dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale.

57. S'agissant spécifiquement des enfants victimes de traite, le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite et la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2005 prévoient que cette catégorie de personnes a droit à des mesures de

protection spéciales, à la fois en qualité de victimes et d'enfants, conformément à leurs droits spécifiques et autres besoins identifiés.

58. L'implication d'un enfant victime de traite dans des activités criminelles ne devra pas porter atteinte à son double statut d'enfant et de victime.

59. Les forces de sécurité et de défense ainsi que les autorités judiciaires doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre les droits et les intérêts de l'enfant victime durant toutes les étapes de la procédure.

## Article 8

### A. Prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant dans la législation interne

#### Article 8.3

**3. Les États Parties veillent à ce que, dans la manière dont le système de justice pénale traite les enfants victimes des infractions décrites dans le présent Protocole, l'intérêt supérieur de l'enfant soit la considération première.**

60. L'État a pris plusieurs textes à l'effet de garantir l'intérêt supérieur de l'enfant :

- Le Code civil;
- La loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 portant régime judiciaire de protection des mineurs;
- La loi n° 09/2004 du 21 septembre 2004 relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise;
- Le décret n° 00031/PR/MTEFP du 8 janvier 2002 relatif à la lutte contre le travail des mineurs;
- Le décret n° 00024/PR/MTE du 6 janvier 2006 fixant les conditions des contrôles, enquêtes et perquisitions relatives à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise.

61. En effet, le Code civil, dans ses articles 273 à 275, précise que le juge doit tenir compte de l'intérêt de l'enfant lorsqu'il statue sur la garde de celui-ci en cas de séparation de corps ou de divorce des parents.

62. Le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite et la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 disposent, quant à eux, que toutes les mesures concernant les enfants victimes de traite prises par les institutions de protection sociale publiques ou privées, les cours et tribunaux, les autorités administratives ou le corps législatif devront être guidées par l'intérêt supérieur de l'enfant.

63. Tous les enfants victimes de la traite ont droit à la même protection et aux mêmes droits, sans considération de leur statut, nationalité, race, sexe, langue, religion et origine ethnique ou sociale.

64. Le Gabon a réitéré cette préoccupation en signant, le 6 juillet 2006, l'Accord multilatéral de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre dont l'article 6 dispose que : « les Parties contractantes conviennent, dans toute action en faveur des enfants victimes de traite, de privilégier le bien-être et l'intérêt supérieur de l'enfant qui est primordial ».

65. Toutefois, bien qu'il ressorte dans toutes les mesures ci-dessus mentionnées, que l'intérêt supérieur de l'enfant est vivement affirmé, on note que l'insuffisance d'institutions

et de structures spécialisées, les pratiques culturelles et religieuses rétrogrades entravent les efforts déployés par l'État pour défendre l'intérêt supérieur de l'enfant.

66. Par ailleurs, selon l'article 80 du Code de procédure pénale, toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut porter plainte et se constituer ainsi en partie civile devant le magistrat instructeur.

67. De même, l'article 7 de ce Code reconnaît aux associations de défense des droits de l'enfant de se porter partie civile tant pour son compte que de celui de l'enfant victime devant la juridiction compétente.

68. En application de cette disposition, le Gabon a mis en place un ensemble de structures accessibles aux enfants dont la mission est de recueillir leurs plaintes et d'y donner suite. Il s'agit des juridictions pour mineurs; des cellules d'écoute de la Direction Générale de la Famille et de la Direction Générale de la protection de la veuve et de l'orphelin; du service de protection de la jeunesse du Ministère de la justice; des brigades de mœurs créées au sein des Commissariats de police; du service social au sein des prisons; ou encore des Comités de vigilance des enfants victimes de traite.

69. Ainsi donc, des mécanismes de plaintes indépendantes sont institués en faveur du mineur. Ces mécanismes sont doubles : saisine sur requête et saisine sur déclaration ou dénonciation.

- La saisine sur requête ou saisine directe du mineur. Les articles 13 et 47 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 disposent qu'en matière civile, le mineur peut, lorsque sa santé, sa sécurité ou sa moralité est en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, par requête, saisir le juge des mineurs aux fins de bénéficier de mesures de protection, d'assistance ou d'éducation.
- La saisine sur simple déclaration ou dénonciation ou saisine indirecte du mineur via la juridiction compétente. L'article 47 de la même loi dispose qu'en matière de protection des mineurs, le juge des mineurs ou le tribunal pour mineurs peut se saisir d'office à titre exceptionnel. La saisine d'office ne peut intervenir que si la juridiction compétente est informée des faits de nature à justifier la prescription d'une mesure de protection. Cette information peut résulter d'une déclaration ou d'une dénonciation du mineur victime, créant ainsi un mécanisme incident ou autonome de plainte indépendante en faveur du mineur.
- La saisine sur dénonciation ou saisine indirecte via le procureur en charge des mineurs. En instituant un procureur en charge des affaires des mineurs (art. 17, 19 et 22 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010) et en lui reconnaissant le droit de saisir la juridiction civile aux fins de prescription de la mesure appropriée au cas de l'enfant victime, le droit des mineurs gabonais a créé un mécanisme de plainte indépendante. En s'adressant à ce magistrat comme il le ferait pour la juridiction compétente, le mineur bénéficie ainsi du mécanisme de la saisine indirecte.

70. Tout au long de la procédure, le service du tutorat du Centre national de prise en charge des enfants victimes de traite ou la cellule d'écoute du Comité de vigilance désigne un agent accompagnateur pour assister la victime. Celui-ci a pour rôles :

- De mettre l'enfant en confiance et de le conduire au Centre de transit;
- De planifier en collaboration avec le Centre de transit, des moments d'entretien avec l'intéressé pour mieux cerner son histoire et de rendre compte de l'évolution de la victime au Centre national de prise en charge des enfants victimes de traite/ à la cellule d'écoute;
- De participer avec le service social ou la cellule d'écoute à l'enquête sociale.

71. En outre, les forces de sécurité et de défense ainsi que les autorités judiciaires doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre les droits et les intérêts de l'enfant victime durant toutes les étapes de la procédure.

72. L'enfant victime d'une infraction a droit à ce que le préjudice par lui subi soit réparé. Cette réparation (dommages-intérêts) est sollicitée par ses représentants légaux et/ou l'association régulièrement déclarée de défense des droits de l'enfant.

*a. Sur le recueil de la parole de l'enfant*

**Article 8.1.c)**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**c) En permettant que les vues, les besoins ou les préoccupations des enfants victimes soient présentés et examinés au cours de la procédure lorsque leurs intérêts personnels sont en jeu, d'une manière conforme aux règles de la procédure du droit interne.**

73. Pour éviter la multiplicité des auditions au cours desquelles le mineur doit être entendu sur des faits douloureux voire traumatisants, des dispositions ont été prises.

74. En effet, le Gabon a pris de nombreuses mesures pour garantir à tout enfant capable de communiquer le droit d'exprimer ses opinions librement dans tous les domaines et de les faire connaître.

75. La loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 protège tant la personnalité de l'enfant que ses droits de la défense en justice. Devant les juridictions pour mineurs, la même loi exige la prise en compte de l'opinion de l'enfant. Il en est de même de l'enfant étranger victime de traite, selon la loi n° 09/2004 du 21 septembre 2004. En cas de maltraitance ou d'incarcération ou pour déterminer à quel parent va être accordée la garde de l'enfant en cas de séparation, le tribunal demande au Service social de protection de la jeunesse d'entendre l'enfant pour requérir son opinion.

76. Dans le cas spécifique des enfants victimes de traite, l'objectif de l'audition est de déterminer l'infraction. Aussi, est-il à noter que :

a) L'audition de la victime par les forces de sécurité et de défense ou à l'inspection du travail du ressort doit se faire obligatoirement en présence de l'agent accompagnateur du service du tutorat/ de la cellule d'écoute du Comité de vigilance.

b) Les Forces de sécurité et de défense ne doivent, en aucun cas, auditionner les enfants victimes au sujet de leur expérience durant la traite sans la présence de l'agent accompagnateur.

c) Les forces de sécurité et de défense doivent réduire la durée de l'audition et alléger la procédure afin de minimiser le traumatisme ou détresse psychologique de l'enfant présumé victime.

d) Pour les informations n'exigeant pas le témoignage direct de l'enfant, les forces de sécurité et de défense doivent s'adresser à l'agent accompagnateur.

e) Les informations recueillies lors de l'audition de l'enfant victime de traite ne peuvent en aucun cas être retenues contre lui. Le consentement de l'enfant victime ne peut lui dénier son statut de victime.

77. À la suite de l'audition, il est procédé à l'écoute initiale qui se fait lors du premier contact avec l'enfant présumé victime de traite. À cet effet :

a) Seul le personnel spécialement formé des forces de sécurité et de défense ainsi que celui des structures institutionnelles appropriées peuvent interroger les enfants victimes;

b) L'écoute initiale d'un enfant présumé victime a pour seul but de rassembler les informations concernant l'histoire sociale de l'enfant (âge, nationalité, langues parlées, etc.);

c) L'interrogation d'un enfant victime sur le lieu d'exploitation et/ou en présence du trafiquant est proscrite. L'écoute initiale doit être menée dans un lieu où l'enfant se sent en sécurité.

78. Lors de l'entretien avec l'enfant au sujet de son expérience, les forces de sécurité et de défense doivent s'assurer que les enfants victimes ne sont :

- Pas soumis à des procédures pénales ou à des sanctions pour des infractions liées à leur situation de personnes victimes de traite;
- Jamais placés en garde à vue.

79. Pendant les poursuites pénales :

a) L'agent accompagnateur doit s'assurer que l'enfant victime est pleinement informé des questions de sécurité et des procédures pénales, avant de décider s'il témoigne ou non, dans les poursuites pénales contre les personnes suspectées de participation à l'exploitation et/ou la traite d'enfants;

b) La prise en charge d'un enfant victimes de la traite ne doit, en aucun cas, être conditionnée par sa décision de témoigner ou d'engager des poursuites pénales contre le ou les auteurs de la traite.

80. Par ailleurs, le gouvernement a procédé au renforcement des capacités des agents des forces de sécurité, les procureurs, les magistrats et les juges sur la traite des êtres humains. Au cours d'un séminaire, organisé en 2010 à Libreville, les officiers et le corps judiciaire ont été exhortés à ménager les victimes lors des interrogatoires, surtout les mineurs qui sont souvent traumatisés, et à leur assurer une protection physique et psychologique.

*b. Sur le déroulement de l'enquête*

81. La demande d'une expertise médicale de l'auteur de l'infraction n'est pas systématiquement ordonnée. Elle n'intervient que lorsqu'une question d'ordre technique se pose. C'est le juge qui ordonne l'expertise soit d'office soit à la demande du ministère public, de l'inculpé ou de la partie civile (art. 72 du Code de procédure pénale).

82. En matières civile et pénale, la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 régit la question des expertises sur l'enfant en conflit avec la loi. Les articles 11, 28, 29 et 41 de cette loi disposent que le juge des mineurs peut ordonner, s'il justifie que l'état physique et psychologique du mineur nécessite toute mesure de protection, d'assistance, de surveillance ou d'éducation, un examen (expertise) médico-psychiatrique ou médico-psychologique en faveur de l'enfant. Ces différents examens ne doivent pas être dangereux pour l'enfant et doivent toujours préserver sa personnalité en construction.



83. Aussi, en ce qui concerne la traite des enfants, la victime retirée est-elle confiée, pour sa prise en charge psychosociale et médicale :

- À Libreville et ses environs au Service social du Centre national de prise en charge des enfants victime de traite qui débute la démarche administrative;
- En province, au Comité de vigilance.

c. *Sur le déroulement de l'audience du jugement*

**Article 8.1.f)**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques proscrites par le Présent Protocole en particulier :**

**f) En veillant, le cas échéant, à ce que les enfants victimes ainsi que leur famille et les témoins à charge, soient à l'abri de l'intimidation et des représailles.**

84. Il est évident que le mineur victime peut se faire représenter en tant que partie civile.

85. L'audition d'un mineur, quelle que soit la procédure, peut se dérouler en présence de ses parents, tuteurs ou représentant légal.

86. Les audiences relatives aux débats ou au prononcé des jugements dans les juridictions pour mineurs ne sont pas publiques. Elles sont ouvertes aux témoins de l'affaire, au mineur lui-même, aux parents, tuteur ou la personne qui assure la garde du mineur (art. 147 du Code de procédure pénale, art. 40 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010).

87. Selon la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010, les procédures impliquant les mineurs sont marquées de la restriction de la publicité et l'enfant en conflit avec la loi a droit à un avocat ou à un défenseur désigné par le magistrat instructeur. Ce défenseur assure sa défense tant devant la juridiction d'instruction que devant le juge pour mineurs (délits et contraventions) ou le tribunal pour mineurs (crimes).

88. La publication des comptes rendus des affaires impliquant des mineurs est interdite dans la presse sous peine de sanction pénale.

89. En somme, l'audience de jugement des mineurs est fondamentalement non publique. Ne sont admis à y assister que les personnes intéressées par le procès et le défenseur du mineur.

90. Au plan institutionnel, l'agent accompagnateur veille à ce que l'enfant victime soit à l'abri de l'intimidation et des représailles. En effet :

a) L'agent accompagnateur assiste l'enfant dans l'ensemble des procédures notamment : policière, administrative, judiciaire, consulaire et médicale;

b) Après l'écoute initiale par les agents des services de détection et de répression et des structures appropriées, l'agent accompagnateur conduit l'enfant dans un centre d'accueil;

c) L'agent accompagnateur assiste l'enfant victime de traite dans l'accomplissement des formalités administratives et juridiques. Il le consulte, le conseille et le tient informé de ses droits;

d) Dans l'intérêt supérieur de l'enfant, l'agent accompagnateur a le droit de demander une suspension des débats, de parler seul à l'enfant et de prendre toutes les mesures nécessaires. Il a également la possibilité de refuser de déposer dans une procédure judiciaire, civile ou pénale;

- e) Il veille particulièrement à ce que :
  - a. Toutes les décisions prises au sujet de l'enfant victime le soient dans son intérêt supérieur;
  - b. L'enfant victime reçoive tous les soins appropriés (hébergement, santé, soutien psychosocial, éducation et soutien linguistique) dans le centre d'accueil;
  - f) À tout moment et lorsqu'il l'estime nécessaire, l'agent accompagnateur a le droit de faire suspendre l'audition afin de requérir l'assistance d'un avocat;
  - g) Il doit aider à la recherche d'une solution durable dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

**B. Ouvrir des enquêtes pénales, même dans le cas où l'âge réel de la victime ne peut être établi**

**Article 8.2**

**2. Les États Parties veillent à ce qu'une incertitude quant à l'âge réel de la victime n'empêche pas l'ouverture d'enquêtes pénales, notamment d'enquêtes visant à déterminer l'âge.**

91. L'âge est déterminant en procédure pénale car il peut avoir une influence ou des effets juridiques sur même la qualification des faits poursuivis, la procédure à suivre, les mesures judiciaires à ordonner. Si l'auteur de l'infraction est un mineur, les dispositions de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 sont mises en œuvre selon qu'il a agi seul ou avec un majeur.

92. L'article 5 de l'Accord multilatéral de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre dispose que quand l'âge de la victime est incertain et qu'il existe des raisons de penser qu'il s'agit d'un enfant, la présomption doit être que la victime est un enfant.

93. Aussi, s'il y a un doute sur l'âge réel de la victime, le juge d'instruction peut-il ordonner une expertise pour faire jaillir la lumière (art. 124 du Code de procédure pénale).

94. Ainsi donc, le principe est que si en absence d'un acte de naissance, une personne affirme être mineure, elle est considérée comme telle, jusqu'à preuve du contraire. Au besoin, une expertise déterminant son âge peut être effectuée pour confirmer ou infirmer ses allégations.

**C. Adapter des procédures afin de prendre en compte la vulnérabilité de l'enfant, en particulier le sens de la dignité et de sa valeur ainsi que le milieu dont il est originaire, notamment les procédures appliquées pour examiner, questionner, juger et contre-interroger des enfants victimes et des témoins; le droit d'un parent ou d'un tuteur d'être présent, et le droit d'être représenté par un conseil juridique ou de demander l'aide juridictionnelle gratuite**

95. L'article 4 de l'Accord multilatéral de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre dispose que toutes les victimes de traite, qu'elles soient des nationaux ou des étrangers, doivent être traitées dans le respect de leur dignité sans aucune discrimination.

*a. L'accompagnement de l'enfant dans le cadre de la procédure*

96. L'alinéa 4 de l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution dispose que « les droits de la défense, dans le cadre d'un procès, sont garantis à tous ».

97. Que ce soit au cours d'une enquête ou lors de la saisine du juge pour mineurs, ni l'officier de police judiciaire, ni le juge pour mineur ne peuvent procéder à l'audition d'un mineur qu'en présence de son avocat, ses parents, son tuteur ou toute autre personne qui en a la garde.

98. À cet effet, l'article 146 du Code de procédure pénale dispose que « le juge des enfants pourra désigner un avocat défenseur ou, à défaut, un fonctionnaire ou un officier public qui assurera la défense du mineur tant au cours de l'information que pour le jugement ».

99. L'accompagnement est fonction de ce que l'enfant est auteur ou victime d'une infraction. Si l'enfant est auteur d'une infraction, la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 lui reconnaît ses droits et veille à sa protection par la présence des travailleurs sociaux au cours des interrogatoires. C'est pourquoi, l'article 26 de ladite loi prévoit que :

- Ses parents sont informés et impliqués dans la procédure;
- L'enfant a droit à l'assistance d'un avocat ou d'un fonctionnaire chargé d'assurer sa défense en justice.

100. Si l'enfant est victime d'infraction, les articles 11 et suivants de la même loi organisent globalement sa protection. Un gardien ad hoc peut ainsi être désigné par le juge pour mineur pour assurer sa protection, sa sauvegarde.

101. Au plan institutionnel, le Gabon dispose aujourd'hui au sein de chaque service des forces de l'ordre (police, gendarmerie) d'une brigade des mœurs dont l'une des missions est la protection des mineurs en conflits avec la loi au cours des interrogatoires et pendant les détentions.

102. Le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite a prévu un agent accompagnateur de l'enfant victime dont les missions sont multiples :

a) L'agent accompagnateur assiste l'enfant dans l'ensemble des procédures notamment : policière, administrative, judiciaire, consulaire et médicale;

b) Après l'écoute initiale par les agents des services de détection et de répression et des structures appropriées, l'agent accompagnateur conduit l'enfant dans un centre d'accueil;

c) L'agent accompagnateur assiste l'enfant victime de traite dans l'accomplissement des formalités administratives et juridiques. Il le consulte, le conseille et le tient informé de ses droits;

d) Dans l'intérêt supérieur de l'enfant, l'agent accompagnateur a le droit de demander une suspension des débats, de parler seul à l'enfant et de prendre toutes les mesures nécessaires. Il a également la possibilité de refuser de déposer dans une procédure judiciaire, civile ou pénale;

e) Il veille particulièrement à ce que :

a. Toutes les décisions prises au sujet de l'enfant victime le soient dans son intérêt supérieur;

b. L'enfant victime reçoive tous les soins appropriés (hébergement, santé, soutien psychosocial, éducation et soutien linguistique) dans le centre d'accueil;

f) À tout moment et lorsqu'il l'estime nécessaire, l'agent accompagnateur a le droit de faire suspendre l'audition afin de requérir l'assistance d'un avocat;

g) Il doit aider à la recherche d'une solution durable dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

103. Lorsque les parents sont impliqués dans les faits ou défendent insuffisamment les intérêts de l'enfant, la loi prévoit dans le cadre de la protection et de la gestion des biens d'un enfant, un administrateur légal qui représente l'enfant. Celui-ci peut être un membre de la famille ou un proche de l'enfant. Il est désigné par le tribunal à la demande du ministère public, d'un parent ou un allié à l'enfant (art. 519 et suivants du Code civil).

104. Toutes ces dispositions prises par le législateur sont susceptibles de permettre aux enfants victimes particulièrement fragilisés d'être soutenus tout au long de la procédure pénale.

*b. L'assistance judiciaire*

105. Il existe un régime particulier d'assistance judiciaire aux mineurs institué par la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010.

1. L'assistance du mineur au cours de la procédure extrajudiciaire (enquête préliminaire). Elle est régie par les dispositions des articles 20 et 21 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010. Dans le cas d'espèce, l'Officier de police judiciaire (OPJ) est tenu d'informer immédiatement ses parents, son tuteur ou la personne qui en assure la garde afin qu'il bénéficie de leur présence, traduisant ainsi une sorte d'« assistance familiale » puisque l'OPJ ne peut procéder à son audition qu'en présence de ces personnes ou de la personne mandatée à cet effet. Mieux, le mineur doit être informé de son droit d'être assisté d'un Conseil ou avocat, traduisant ainsi réellement son droit absolu à l'« assistance juridique ».

2. L'assistance du mineur au cours de la procédure judiciaire. Elle s'apprécie au moment de son déferrement devant le Procureur en charge des mineurs, au cours de l'ouverture de l'information judiciaire et en phase de jugement :

- L'assistance du mineur au moment de son déferrement devant le procureur en charge des mineurs. Lorsque le mineur est présenté au Procureur en charge de cette catégorie de personnes en conflit avec la loi, il peut être assisté de ses père et mère, de son tuteur, de la personne qui en assure la garde ou du Conseil constitué pour la défense de ses droits et intérêts. Si le magistrat décide de recourir à la procédure d'arrangement ou médiation pénale régie par les dispositions de l'article 23 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010, il doit d'abord recueillir le consentement du mineur, de celui de ses parents, de son tuteur ou de la personne qui en a la garde. C'est dire que « l'assistance familiale » évoquée ci-dessus se poursuit ici.
- L'assistance du mineur au cours de l'information judiciaire. En cas de poursuite du mineur en conflit avec la loi, une information judiciaire est obligatoire (art. 24). Afin de garantir ses droits et assurer sa défense au cours de cette phase procédurale, l'article 25 dispose que : « le mineur poursuivi doit être assisté d'un avocat ou d'un défenseur désigné d'office. Avant la première comparution, si le mineur ou ses représentants légaux n'ont pas d'avocat constitué, le juge des mineurs saisi lui en fait désigner un d'office par le bâtonnier. Devant les juridictions où ne siègent pas d'avocats, le défenseur désigné d'office doit être choisi sur la liste des fonctionnaires dressée annuellement par le ministère chargé de la justice ».
- L'assistance du mineur au cours du jugement. L'avocat ou le fonctionnaire désigné par le juge d'instruction des mineurs, en vertu des dispositions de l'article 25, assure non seulement l'assistance du mineur devant la juridiction d'instruction, mais également devant la juridiction de jugement (juge des mineurs, tribunal pour mineurs ou chambre des mineurs).

106. Par ailleurs, l'article 57 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 dispose que « les frais de jugements et arrêts rendus en matière de protection sont à la charge du trésor

public ». Autrement dit, en matière pénale, cette assistance judiciaire se traduit par la prise en charge par l'État des frais d'avocat ou du défenseur qui assure la défense du mineur devant les juridictions compétentes.

c. *Le partenariat avec le secteur associatif*

107. L'intervention des associations spécialisées dans la lutte contre les sévices et les maltraitements est d'une importance non négligeable en ce sens qu'elles assistent l'État en matière de prévention et de prise en charge des victimes par la vulgarisation des textes législatifs et réglementaires y relatifs, à la sensibilisation et l'information des populations contre les déviations de la société par le suivi médico-social et la création des centres d'accueil et de transit des enfants victimes.

d. *Les conséquences légales auxquelles fait face un enfant ayant commis une infraction à la loi qui est directement liée aux pratiques proscrites par le protocole facultatif*

**D. Tenir l'enfant informé pendant toute la durée de la procédure légale**

**Article 8.1.b**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques proscrites par le Présent Protocole en particulier :**

**b) En tenant les enfants victimes informés de leurs droits, de leur rôle ainsi que de la portée, du calendrier et du déroulement de la procédure, et de la décision rendue dans leur affaire.**

108. Le droit d'être informé du déroulement de la procédure est un principe général de procédure pénale. Il a été repris par la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010.

109. La loi fait obligation à l'OPJ d'informer immédiatement le mineur dès son interpellation sur ses droits, notamment d'être assisté par un conseil, de bénéficier de la présence de ses parents, de son tuteur, de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a la garde ou est mandaté par ces derniers.

110. Lors de la procédure, le juge pour mineurs a l'obligation d'aviser aussitôt et directement le mineur des poursuites dont il fait l'objet. L'avocat est informé suivant les dispositions du Code de procédure pénale de l'évolution de la procédure. Il en est de même du mineur et des parents. L'enfant s'explique sur les faits qui lui sont reprochés, au besoin le juge lui fait état des conséquences de son acte.

111. Le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite prévoit que les enfants victimes de la traite doivent accéder à toutes les informations relatives à leur situation et à leurs droits.

112. Ces informations doivent être fournies en cas de besoin dans une langue accessible à l'enfant victime. Les interprètes assermentés doivent être requis à cet effet quel que soit le moment où l'enfant est questionné ou interviewé.

113. En cas de poursuites pénales, l'agent accompagnateur doit s'assurer que l'enfant victime est pleinement informé des questions de sécurité et des procédures pénales, avant de décider s'il témoigne ou non, dans les poursuites pénales contre les personnes suspectées de participation à l'exploitation et/ou la traite d'enfants.

114. En cas de poursuites civiles, l'agent accompagnateur doit s'assurer que l'enfant victime est pleinement informé, dans un langage accessible, de son droit d'engager des

poursuites civiles contre les auteurs de la traite et autres personnes impliquées dans son exploitation.

**E. Droit à l'information sur les modalités d'exécution de la peine**

**Article 8.1.c)**

115. Comme mentionné plus haut, la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 fait obligation d'informer l'enfant à tous les niveaux de la procédure le concernant. Les informations sont fournies dans une langue accessible à l'enfant.

**F. Permettre à l'enfant d'exprimer ses opinions, ses besoins et ses préoccupations et fournir des services d'appui appropriés aux enfants victimes à tous les stades de la procédure judiciaire**

*a. Les services d'appui au sein des services de Police*

116. Il est institué au sein de chaque juridiction pénale et au sein de chaque unité de police judiciaire, une entité spécialisée autonome chargée exclusivement des enquêtes, des poursuites, de l'instruction et du jugement des affaires impliquant des mineurs ainsi que de l'exercice de mesures de protection en faveur de cette catégorie de personnes. Seuls les mineurs âgés de plus de 13 ans peuvent être déférés devant les juridictions pour mineurs statuant en matière pénale, les mineurs âgés de moins de 13 ans étant présumés pénalement irresponsables.

117. Les articles 20 et 21 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 créent des Officiers de police judiciaire spécialisés pour effectuer des enquêtes sur les affaires impliquant des mineurs.

*b. Les services d'appui à l'hôpital*

118. L'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 fixe les orientations de la politique de la République gabonaise en matière de santé. Dans cette ordonnance, une grande place est réservée à l'enfant, notamment dans les articles 1<sup>er</sup> à 38. Ce texte pose les principes généraux, notamment la garantie par l'État, selon ses possibilités, de la protection de la santé de l'enfant. Il associe la protection de la mère et de l'enfant afin de réduire les taux de morbidité et de mortalité maternelle, et de prévenir les maladies infantiles et les grossesses à risque (art. 10). Les articles 1<sup>er</sup>, 12 et 13 précisent les actions prioritaires qui doivent être menées sur le terrain par les centres de santé maternelle et infantile chargés d'assurer la santé de l'enfant et de la mère. Les articles 16 à 29 traitent de l'extension et du contrôle de la couverture vaccinale, de l'obligation et de la gratuité de la vaccination et des bilans de santé pour les enfants en âge préscolaire et de la prise en charge des enfants malades par les services étatiques compétents.

119. À ce qui précède, il faut ajouter la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 pour qui tout mineur détenu a le droit d'être examiné dès son admission par un médecin et de recevoir des soins médicaux appropriés et qu'à défaut de structures médicales dans l'établissement, les mineurs sont soignés en priorité à l'extérieur.

120. En ce sens, le gouvernement a décidé de la construction d'un hôpital universitaire mère-enfant de près de 300 lits avec un centre de procréation médicale d'ici fin 2015.

*c. Les unités médico-judiciaires*

121. Il n'existe pas encore d'unités médico-judiciaires au Gabon. La justice a plutôt recours aux services médicaux existants.

## G. Protéger, s'il y a lieu, la vie privée et l'identité des enfants victimes

### Article 8.1.e)

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**e) En protégeant, s'il y a lieu la vie privée et l'identité des enfants victimes et en prenant des mesures conformes au droit interne pour prévenir la diffusion de toute information pouvant conduire à leur identification.**

122. La Constitution gabonaise ainsi que certaines lois particulières garantissent et protègent la vie privée de chaque citoyen. En effet, selon l'alinéa 5 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi fondamentale, « le secret de la correspondance, des communications postales, télégraphiques, téléphoniques et télématiques est inviolable. Il ne peut être ordonné de restriction à cette inviolabilité qu'en application de la loi, pour des raisons d'ordre public et de sécurité de l'État ».

123. L'alinéa 12 de l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution dispose que « le domicile est inviolable. Il ne peut être ordonné de perquisition que par le juge ou par les autres autorités désignées par la loi (...) ».

124. L'alinéa 6 de l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution ajoute que « les limites de l'usage de l'informatique pour sauvegarder l'Homme, l'intimité personnelle et familiale des personnes, et le plein exercice de leurs droits, sont fixés par la loi ».

125. L'article 17 de la Constitution, à son tour, dispose : « la loi fixe les règles concernant (...) les conditions de l'usage de l'informatique afin que soient sauvegardés l'honneur, l'intimité personnelle et familiale des citoyens, ainsi que le plein exercice de leurs droits ».

126. En raison de ces dispositions de la Constitution, le juge civil assure une protection et une sanction du droit de la vie. En effet :

- Le juge des référés, par l'article 438 du Code de procédure pénale, peut ordonner la confiscation et la destruction des documents portant atteinte à ce droit;
- Le juge du fond peut, sur le fondement entre autres de l'article 1382 du Code civil, allouer des dommages-intérêts en réparation du préjudice ainsi subi.

127. La protection de la vie privée de l'enfant en conflit avec la loi est garantie par les dispositions de l'article 40 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 qui stipule :

« Les audiences des juridictions pour mineurs ne sont pas publiques. Chaque affaire est jugée séparément en l'absence des parties des autres dossiers. Seuls sont admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, le mineur, ses parents, son tuteur ou la personne qui en assure la garde, son avocat ou défenseur, les experts et les représentants des services ou institutions chargés de la protection de l'enfance.

Le président pourra, à tout moment, ordonner que le mineur se retire pendant tout ou partie des débats. Il pourra de même ordonner aux témoins de se retirer après leurs auditions.

Toute publication, sous quelque forme que ce soit, du compte rendu des débats des tribunaux pour mineurs est interdite. Il en est de même de tout texte ou illustration concernant l'identité et la personnalité des mineurs délinquants.

L'inobservation des dispositions de l'alinéa ci-dessus sera punie d'une peine de six mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 500.000 f CFA à 3.000.000 de f CFA. En cas de récidive, un emprisonnement de 5 ans pourra être prononcé ».

128. Dans le même sens, l'État a pris la loi n° 001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la protection des données à caractère personnel. En application à cette loi, la Commission nationale pour la protection des données à caractère personnel a été mise en place.

129. Cependant, malgré ces textes, la protection de la vie privée de l'enfant n'est pas toujours respectée par les parents à cause de certaines pratiques qui font de l'enfant un objet de droit et non un sujet de droit<sup>1</sup>.

**H. Garantir, le cas échéant, la sécurité des enfants victimes ainsi que celle de leurs familles, des personnes qui témoignent en leur nom, des personnes/organismes qui s'occupent de la prévention et/ou de la protection et de la réadaptation des enfants victimes, en les mettant à l'abri des actes d'intimidation et des représailles**

130. En général, les témoins sont entendus séparément et hors de la présence du prévenu (art. 58 du Code de procédure pénale). Ce qui permet d'assurer partiellement leur protection.

131. Selon le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite, l'accès par les médias ou le public à toutes les informations concernant l'enfant victime de la traite ou les membres de sa famille est strictement prohibé.

132. En conséquence, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger la vie privée et l'identité de l'enfant victime de la traite ainsi que celle de sa famille.

133. L'enfant victime, acceptant de déposer, doit bénéficier de mesures de protection spéciales afin de garantir sa sécurité et celle des membres de sa famille dans notre pays et dans le pays de transit et d'origine.

**Article 8.1.a)**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**a) En reconnaissant la vulnérabilité victimes et en adoptant les procédures de manière à tenir compte de leurs besoins particuliers, notamment en tant que témoins;**

**Article 8.5**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**5. S'il y a lieu, les États Parties font le nécessaire pour garantir la sécurité et l'intégrité des personnes et/ou des organismes de prévention et/ou de protection et de réadaptation des victimes de telles infractions.**

*a. Détention provisoire ou contrôle judiciaire avec interdiction de rencontrer la victime*

134. Après l'interrogatoire, le juge d'instruction peut décerner un mandat de dépôt à condition que le fait comporte la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave.

<sup>1</sup> Nations Unies. Comité des droits de l'enfant. Compte rendu analytique de la 756<sup>e</sup> séance : Gabon, 24/06/2002, p. 7-8.



135. On peut dire qu'une forme de « contrôle judiciaire » est instituée par la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 car elle dispose, entre autres, que le juge d'instruction peut prendre une ordonnance dans laquelle il décide d'une mesure de surveillance en faveur de l'enfant.

136. À défaut de cette mesure, les articles 32 et suivants de la même loi disposent que le mineur peut être placé en détention, si cette mesure apparaît indispensable ou s'il est impossible de prendre toute autre mesure. En tout état de cause, la durée de cette détention préventive est moins longue que celle de la détention préventive des majeurs.

**I. Faire en sorte que tous les enfants victimes aient accès à des procédures leur permettant, sans discrimination, de réclamer réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables et éviter tout retard indu dans le prononcé du jugement et l'exécution des ordonnances ou des décisions leur accordant une indemnisation**

**Article 8.1.g**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**g) En évitant tout retard indu dans le prononcé du jugement et l'exécution des ordonnances ou des décisions accordant une indemnisation aux enfants victimes.**

**Article 9.4**

**4. Les États Parties veillent à ce que tous les enfants victimes des infractions décrites dans le présent Protocole aient accès à des procédures leur permettant, sans discrimination, de réclamer réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables.**

137. Par enfant victime, nous entendons enfant « victime d'une infraction » et enfant « victime d'une détention préventive ».

138. Dans le premier cas, c'est la procédure ordinaire devant le juge civil ou pénal qui s'applique. Il s'agit de la constitution de la partie civile instituée par les articles 7 et suivants du Code de procédure pénale. L'enfant victime peut ainsi obtenir du juge saisi réparation du préjudice qu'il a subi. En effet, en sus de la loi n° 9/89 et 10/99 relative à la détention préventive et à l'indemnisation abusive, l'article 7 du Code de procédure pénale précise que « l'action civile a pour objet la réparation du dommage directement causé par une infraction. Elle appartient à toute personne physique ou morale ayant directement souffert de ce dommage ». Partant, toute personne se prétendant lésée par un crime ou un délit peut porter plainte et se constituer partie civile devant le magistrat instructeur. La constitution de partie civile peut avoir lieu en tout temps lors de l'information. Après information ouverte sur constitution de partie civile, si une décision de non-lieu intervient, toute personne peut demander des dommages-intérêts dans les formes indiquées dans la loi. Le droit à réparation des victimes est également garanti aussi bien par la possibilité qu'a toute personne de demander réparation lors d'un procès pénal que par la possibilité d'engager la responsabilité de l'État devant la juridiction administrative pour cause de faits illégaux commis par les agents de l'État.

139. Dans le second cas, si une détention préventive a été ordonnée contre le mineur et que la procédure a abouti à un non-lieu, à une relaxe ou à un acquittement et si cette détention lui a causé un préjudice manifestement anormal et particulièrement grave, il peut recevoir de la commission instituée par les articles 129 à 131 du Code de procédure pénale, une indemnité réparatrice dudit préjudice.

140. Dans tous les cas, l'enfant victime a le droit de demander réparation du préjudice subi par l'intermédiaire de son représentant légal, des parents ou du tuteur désigné.

141. Ainsi donc, le Gabon accorde une indemnisation et une réadaptation aux enfants victimes des infractions visées dans le Protocole à travers un ensemble de textes juridiques :

- Le Code pénal prévoit des sanctions telles que les amendes (forme d'indemnisation) et les emprisonnements fermes allant de deux mois à la réclusion criminelle à perpétuité;
- La loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 prévoit d'autres sanctions telles que les expulsions pour les non Gabonais et la confiscation des biens;
- Le décret n° 24/PR/MTE du 6 janvier 2005 alloue une prise en charge totale aux enfants victimes de traite.

142. Selon l'article 239 du Code de procédure pénale, lors des débats à la Cour criminelle, après s'être prononcée sur l'action publique, la Cour Criminelle statue sur les demandes des dommages intérêts réclamés par la partie civile contre l'accusé, soit par l'accusé contre la partie civile, les parties et le Ministère Public ayant été entendus.

143. L'article 240 du Code de procédure pénale ajoute que la partie civile, dans le cas d'acquiescement colle dans celui d'absolution, peut demander réparation du dommage résultant de la faute de l'accusé, telle qu'elle résulte des faits objets de l'arrêt de renvoi.

**J. Assurer aux enfants victimes toute l'assistance appropriée, notamment leur pleine réinsertion sociale et leur plein rétablissement physique et psychologique.**

**Article 8.1.d)**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**d) En fournissant une assistance appropriée aux enfants victimes à tous les stades de la procédure judiciaire.**

**Article 9.3**

**3. Les États Parties prennent toutes les mesures possibles pour assurer toute l'assistance appropriée aux victimes des infractions visées dans le présent Protocole, notamment leur pleine réinsertion sociale et leur plein rétablissement physique et psychologique.**

144. Dans le processus de sa prise en charge, un enfant victime de traite, capable d'avoir ses propres opinions, jouit du droit de les exprimer librement quel que soit le sujet qui le préoccupe, en particulier les décisions relatives à son éventuel retour dans sa famille ou pays d'origine.

145. Toutefois, leurs opinions ne seront prises en considération qu'en tenant compte de leur âge, de leur maturité et surtout qu'elles n'affectent pas leur intérêt supérieur.

146. Ensuite, l'article 77 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 dispose que : « Tout mineur a le droit de recevoir des visites régulières et fréquentes des membres de sa famille. Il a le droit de communiquer avec la personne de son choix et de recevoir de la correspondance ».

147. En application de la disposition qui précède, les mineurs communiquent librement avec leurs Conseils (avocat) ou défenseurs afin de préparer leur défense et ils peuvent, par ailleurs, recevoir des comptes rendus de leurs interrogatoires et/ou audiences.

148. Les parents des mineurs, quant à eux, se voient remettre des « permis de communiquer » par les services compétents des juridictions.

a. *Les services publics de l'État*

149. Lorsqu'un enfant est victime des infractions visées par le Protocole, ses parents ou tuteurs peuvent recourir aux services publics mis en place par l'État. En effet, en application de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 et de la loi n° 09/2004 du 21 septembre 2005, les centres d'accueil et les ONG de protection des droits de l'enfant saisissent systématiquement les juges des mineurs pour chaque enfant vulnérable accueilli et pris en charge. Le juge des mineurs ouvre une information judiciaire et peut prononcer une décision d'assistance éducative. Cela concerne aussi bien les cas de négligence, d'abus sexuel, d'abandon que d'autres attentats aux mœurs.

150. Sur le plan institutionnel, il a été créé plusieurs services publics de l'État :

Le Centre d'accueil pour les enfants en difficultés sociales (CAPEDS) d'Angondjé

151. Il a pour mission l'accueil temporaire et l'insertion familiale des enfants âgés de 0 à 12 ans, en danger moral et physique, se charge, après avoir identifié la problématique de chaque cas, de les héberger, les nourrir, de les sécuriser, de les protéger, d'assurer leur surveillance médicale, de les éduquer, les scolariser et d'assurer leur réinsertion sociale. Le cas échéant, le Centre recherche une famille d'accueil, étant entendu que la pire des mesures reste la possibilité de faire adopter l'enfant.

152. Créé par l'État gabonais, le Centre d'accueil d'Angondjé est opérationnel depuis 2000 et accueille déjà plus de quarante enfants victimes de traite, d'abandon, d'esclavage ou de problèmes sociaux. Sa directrice est entourée d'une équipe pluridisciplinaire comprenant des psychologues, des infirmiers, un service social et des éducateurs. Il a une capacité d'accueil de 60 à 80 places et emploie 55 travailleurs sociaux<sup>2</sup>.

153. Toutefois, le Centre est confronté à quelques difficultés qui entravent son bon fonctionnement.

Tableau n° 1

**Évolution du budget du CAPEDS d'Agondjé de 2007 à 2012 en f CFA**

	Années					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget	118 941 000	148 941 000	139 533 000	109 579 800	108 580 000	97 367 738

Source : Lois de finance 2007-2012.

154. Le budget du CAPEDS d'Agondjé, après avoir atteint un pic en 2008, connaît une baisse progressive de 2009 à 2012.

Le service social de la protection de la jeunesse (Service social assistance spécialisé du Ministère de la justice)

155. La mission du service social de la protection de la jeunesse est de mettre en œuvre toute action publique visant la protection, l'éducation, la réhabilitation et l'insertion

<sup>2</sup> Gabon-Unicef. Analyse de la situation des orphelins et autres enfants vulnérables au Gabon. 2011, p. 56.

(sociale, familiale et professionnelle) des mineurs en difficultés ainsi que de ceux en danger moral et physique. Ce service traite en moyenne 765 dossiers par an avec un pourcentage de réussite de 77 %. On relève quelques difficultés, notamment l'absence d'un nutritionniste ou diététicien capable d'aider dans l'hygiène alimentaire des enfants qui sont déjà rendus vulnérables avant leur arrivée au centre.

Tableau n° 2

**Évolution du budget du service social de la protection de la jeunesse de 2007 à 2012 en f CFA**

	Années					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget	4 500 000	4 500 000	4 298 000	3 172 000	6 000 000	5 000 000

Source : Lois de finance 2007-2012.

**Le service de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO)**

156. La mission de l'AEMO est d'assurer la prise en charge psychosociale et éducative des enfants relevant de son champ d'action en vue de leur rééducation, leur réhabilitation et leur réinsertion dans le milieu familial, scolaire et professionnel; ceci dans le cadre de la lutte contre la marginalisation et la pauvreté. Il apporte aussi un appui psychosocial auprès du tribunal de Libreville dans les procédures judiciaires concernant les enfants en conflit avec la loi<sup>3</sup>. L'action préventive et curative de l'AEMO s'exerce essentiellement en faveur des enfants des rues, des mineurs incarcérés et des enfants en situation d'échec scolaire. L'équipe de l'AEMO est composée de plus d'une trentaine de membres mais souffre de moyens logistiques et matériels pour accomplir sa mission.

**L'Observatoire national des droits de l'enfant (ONDE)**

157. L'ONDE est l'organe ou le mécanisme créé par l'État pour coordonner la mise en œuvre de la CDE. En effet, l'article 3 du décret n° 000873/PR/MFPEPF du 17 novembre 2006, qui le crée, stipule : « L'ONDE est chargé du suivi de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, en vue de promouvoir les droits de l'enfant de manière permanente, dans tous les domaines, notamment : le droit à la vie, le droit à une famille, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à la législation, le droit aux loisirs et à la culture, le droit à l'expression libre, le droit à la protection contre toutes les formes d'exploitations et de sévices ».

158. L'article 4 ajoute : « L'ONDE sensibilise, informe et conseille les différentes instances concernées par la protection et la promotion des droits de l'enfant tant à l'échelon national que régional ».

159. Enfin, selon l'article 5 : « L'ONDE est un espace de coopération et de concertation entre divers acteurs public, privé et associatif concernés par le problème de l'enfance. Il est l'outil d'appui et d'évaluation des actions menées au profit de l'enfant au plan national et est chargé de la collecte et de l'analyse de toutes les statistiques y relatives ».

160. S'agissant des ressources humaines, selon l'article 6, l'ONDE comprend 25 membres dont des représentants des organisations de la société civile. Il est dirigé par un bureau composé de 9 membres.

<sup>3</sup> Gabon-Unicef. Analyse de la situation des orphelins et autres enfants vulnérables au Gabon, 2011, p. 61.

161. Au titre des activités, l'ONDE a réalisé une étude sur les violences faites aux enfants en République gabonaise (février 2010). Cette étude a permis d'établir une typologie de violences. Ainsi, le Gabon sait que 75 % des violences subies par les enfants sont physiques et se déroulent en milieu domestique. En 2011, l'ONDE a vulgarisé les conclusions dudit rapport et alerté l'opinion nationale et internationale sur le lien étroit entre les violences faites aux enfants et le phénomène des enfants des rues. Dans la mise en œuvre des recommandations du rapport, l'ONDE a initié, depuis 2011, un programme de renforcement des capacités des éducatrices communautaires des zones rurales de toutes les provinces sur « la communication pour le développement ». Jusqu'à ce jour, 80 éducatrices sur 150 prévues ont bénéficié de cette formation.

162. Outre les structures ci-dessus indiquées, sur le plan institutionnel, le gouvernement a également créé :

- Deux services de protection des mœurs (Police nationale) à Libreville : l'un au Commissariat de Nkembo et l'autre au Commandement en chef des Forces de police nationale. Ces services sont spécialisés dans la protection de l'enfance sous toutes ses formes. Ils ont à leur tête un officier de police judiciaire et ont un caractère répressif et travaillent en étroite collaboration avec le parquet de la République. Les enfants victimes de violations de leurs droits peuvent solliciter directement leurs services;
- Le service de protection des personnes vulnérables (Direction générale des droits de l'homme – Ministère en charge des droits humains);
- La Commission nationale des droits de l'homme;
- Le service central de l'assistance sociale spécialisée (Ministère des affaires sociales). Ce service met en œuvre l'action sociale en matière de prévention et de traitement de l'enfance en danger moral et physique, de phénomène des enfants des rues, de prédélinquance juvénile, de déperdition scolaire, d'accueil et d'hébergement d'enfant en difficultés sociales, etc.;
- Les juridictions des mineurs. Depuis le mois d'août 2014, il existe 9 juridictions des mineurs au Gabon, soit une juridiction par province;
- Les services sociaux dans tous les établissements secondaires.

163. Le gouvernement, en collaboration avec l'Unicef et les autres partenaires de la société civile, a organisé le 3 décembre 2014, un atelier visant la mise en place du Forum national des droits de l'enfant. Il s'agit d'une plate-forme de discussion et de concertation autour de la problématique des droits de l'enfant.

164. S'agissant spécifiquement de la traite des enfants, le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite dispose que l'État a le devoir de protection aux enfants victime de la traite.

165. Dans le même sens, selon l'article 4 de la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 : « En application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 17 de la constitution, l'État et les collectivités publiques exercent une surveillance systématique sur le traitement et l'encadrement des enfants vivant sur le territoire national ».

166. Eu égard à ce qui précède, le Gabon a créé les structures spécifiques suivantes :

La Commission interministérielle de lutte contre la traite des enfants

167. En 2000, le Gouvernement a adopté la plate-forme commune d'action élaborée à l'issue de la Consultation sous-régionale de Libreville sur le développement d'une stratégie de lutte contre le trafic d'enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Une Commission

interministérielle de lutte contre la traite des enfants, responsable de l'application de ce programme a été créée.

168. La Commission interministérielle regroupe les représentants de neuf ministères. Elle est chargée de coordonner la lutte contre le trafic et l'exploitation des enfants et d'élaborer un plan d'action dans ce domaine. Autrement dit, elle a pour rôle d'impulser et de coordonner les politiques et les actions en matière de prévention et de lutte contre le trafic des enfants.

169. Au titre de ses activités, la Commission a organisé deux séminaires : l'un pour rédiger le projet d'accord régional avec les pays voisins sur le rapatriement des enfants victimes de trafic et l'autre pour sensibiliser la police, les ONG et les fonctionnaires aux moyens à mettre en œuvre pour lutter contre le trafic d'enfants dans le respect des droits de ces derniers. Une campagne de sensibilisation de l'opinion publique a également été lancée afin de faire évoluer les mentalités.

170. Toutefois, cette Commission est inopérante depuis plusieurs années.

Le Comité national de suivi de la mise en œuvre de la plate-forme commune d'actions de lutte contre le trafic d'enfants à des fins d'exploitation du travail

171. Créé en 2000, le Comité de suivi, organe technique de la Commission interministérielle, a pour mission de développer les politiques et les actions retenues par ladite Commission.

172. Son rôle est de prévenir et de lutter contre toute forme de traite et/ou d'exploitation d'enfants en territoire gabonais. Autrement dit, il coordonne l'élaboration et l'exécution de la stratégie de lutte contre la traite des enfants.

173. Selon le Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite, le Comité de suivi est chargé de :

- La coordination au niveau national, des activités d'identification, de réhabilitation et de réinsertion des enfants victimes de traite;
- L'élaboration du Plan d'action national de lutte contre la traite des enfants, de la coordination de son suivi et de l'évaluation de sa mise en œuvre;
- La coordination de la collecte et du traitement des informations relatives à la traite et à la prise en charge des enfants ainsi que leur diffusion dans le respect des droits des victimes;
- La création et/ou l'amélioration de bases de données fonctionnelles concernant les itinéraires, les structures et les moyens utilisés par les personnes qui se livrent à la traite des enfants;
- La tenue d'un fichier des personnes impliquées dans la commission de l'infraction de traite d'enfants et à la communication de la liste, selon que de besoin, aux consulats à l'étranger et aux services de police de l'air et des frontières en vue de refuser d'accorder des visas d'entrée ou l'entrée des personnes concernées;
- La mise en œuvre et le développement des programmes de formation en étroite collaboration avec les organisations internationales et non gouvernementales appropriées, impliquées dans la lutte contre la traite des enfants;
- L'élaboration et la mise en œuvre des programmes de sensibilisation à court et long terme de façon à prévenir et à combattre la traite des enfants ainsi qu'à favoriser la protection et la réintégration des enfants victimes de traite;

- Du développement d'un plaidoyer auprès du gouvernement en faveur de la lutte contre la traite des enfants.

174. Le Comité de suivi veille à :

- La signature et à la ratification des instruments internationaux relatifs à la traite des enfants;
- L'harmonisation de la législation nationale avec les instruments juridiques internationaux pertinents;
- La sensibilisation des membres du système judiciaire, des services de détection, répression, ainsi que du grand public, en général;
- La mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des programmes et au bon fonctionnement des structures luttant contre la traite des enfants.

175. Au niveau international, le Comité de suivi :

- Facilite la coopération internationale en matière de détention, de répression, d'assistance et d'entraide judiciaire internationales;
- Contribue au renforcement de la collaboration inter-pays, à la promotion et à la vulgarisation des accords bilatéraux en matière de lutte contre la traite des personnes;
- Veille à la mise en place de mécanismes bilatéraux de coopération et d'entraide judiciaire pour la protection des enfants victimes de la traite transfrontalière, notamment avec les États membres de la CEDEAO/CEEAC ainsi que d'autres États qui sont fortement touchés par la traite des enfants en tant que territoire d'origine, de transit ou de destination.

176. Ce Comité a, depuis 2004, élaboré et fait valider par le Gouvernement un Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite, installé 7 comités provinciaux de vigilance sur 9 prévus, organisé plusieurs campagnes de sensibilisation à la traite, effectué trois missions de coopération en Afrique de l'Ouest d'où proviennent les enfants victimes, procédé régulièrement aux retraits des enfants des milieux d'exploitation, financé la réinsertion de ces enfants, etc.

Tableau n° 3

**Évolution du budget du Comité national de suivi de la mise en œuvre de la Plate-forme commune d'actions de lutte contre le trafic des enfants à des fins d'exploitation du travail de 2007 à 2012 en f CFA**

	Années					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget	16 800 000	38 400 000	17 935 000	24 236 080	24 236 000	32 632 000

Source : Lois de finance 2007-2012.

Le point focal de prévention et de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants<sup>4</sup>

177. Il a pour mission de servir de relais entre le Comité de Suivi, les centres sociaux de jours, et les centres de transit pour tout ce qui est des placements d'enfants. Il gère les

<sup>4</sup> Cette structure est également dénommée Programme de lutte contre le trafic des enfants. Il est sous la tutelle du Ministère des affaires sociales.

procédures de placement et notamment l'établissement des formulaires de décharge des tiers.

Tableau n° 4

**Évolution du budget du Point focal de prévention et de lutte contre le travail des enfants de 2007 à 2012 en f CFA**

	<i>Années</i>					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget	32 000 000	32 000 000	24 859 000	15 943 260	15 000 000	13 413 780

*Source* : Lois de finance 2007-2012.

Le Centre national de prise en charge des enfants victimes de traite (CNPEVT)

178. Ce centre est placé sous la tutelle du Comité de suivi de la lutte contre la traite des enfants. Il est responsable de la sauvegarde de l'intérêt supérieur des enfants victimes jusqu'à leur rapatriement dans leur pays d'origine ou jusqu'à ce qu'ils soient remis à leurs tuteurs légaux.

179. Le CNPEVT a pour missions de coordonner au niveau national la prise en charge des victimes de la traite et d'appliquer la procédure de retour des enfants dans leurs pays d'origine ou de leur réinsertion locale, en collaboration avec les Comités de vigilance et les représentations diplomatiques concernées.

180. À ce titre, le CNPEVT :

- Reçoit les appels de détresse des victimes ainsi que ceux de dénonciation de témoins;
- Procède/participe au retrait des enfants victimes, les accueille, les héberge, les assiste, les écoute, les sécurise et assure leur accompagnement administratif et juridique;
- Organise la première visite médicale de l'enfant qui doit être effectuée dès son admission au centre. C'est en cette occasion que le médecin appréciera l'âge de la victime en cas de présomption d'âge;
- Encadre les enfants victimes tout au long du processus de prise en charge jusqu'à ce qu'une solution durable ait été trouvée et appliquée dans leur intérêt supérieur;
- Saisit le tribunal en vue de la désignation d'un tuteur légal en cas d'intégration locale;
- Entreprend des démarches auprès des institutions et des correspondants dans les pays d'origine des enfants victimes de traite;
- Tient un registre des enfants soustraits de leur situation de traite et établit des fiches individuelles d'information sur les filles et les garçons victimes de traite.

181. Le CNPEVT est chargé de constituer, en liaison avec les Comités de vigilance, la banque de données relatives à la prise en charge des enfants victimes de traite. Ces données sont régulièrement transmises au Comité de suivi pour alimenter la banque de données nationale.

182. Le CNPEVT est constitué de deux services : un service social et un service de tutorat. Ces deux services sont animés par une équipe multisectorielle.



#### Le service social

183. Il reçoit les appels de détresse des victimes ainsi que ceux de dénonciation des témoins; il participe au retrait des enfants victimes de traite en collaboration avec les forces de sécurité et de défense, les héberge, les accueille, les assiste, les écoute et les sécurise.

#### Le service du tutorat

184. Le service du tutorat, entité morale, désigne un agent accompagnateur dès l'admission de l'enfant au Centre qui, aussitôt, le prend en charge.

185. Le service du tutorat :

- Est chargé des démarches administratives tout au long du processus de prise en charge de l'enfant victime de traite, jusqu'à ce qu'une solution durable soit trouvée;
- Garantit l'accès de l'enfant victime au système juridique ainsi qu'aux autres institutions compétentes;
- Définit comment aider l'enfant victime de traite à retrouver sa famille et propose des pistes de recherche telles que :
  - Les représentations diplomatiques;
  - Les communautés étrangères.
- En cas de rapatriement ou réunification familiale, vérifie que cela se fait dans l'intérêt supérieur de l'enfant;
- S'assure que l'agent accompagnateur désigné assiste l'enfant victime à toutes les étapes de la procédure de prise en charge.

#### Le Centre d'Appel des Arcades

186. Organe du Comité de suivi, le Centre d'appel des Arcades est une structure d'assistance, de prise en charge et de mise en œuvre de la procédure de retour dans les familles d'origine des enfants victimes de traite et d'exploitation. Il dispose d'un numéro vert (01.77.00.99)<sup>5</sup> et a une mission de veille, de première écoute et d'information des enfants et du public. C'est le trait d'union entre l'enfant et l'autorité politique.

187. Toutefois, le Centre d'Appel des Arcades est fermé depuis trois ans faute de locaux.

#### Les Comités de vigilance

188. Ce sont des structures à compétence provinciale. Ils ont pour missions la surveillance du phénomène de la traite à des fins d'exploitation à l'intérieur du pays et l'amélioration de la prise en charge des enfants victimes de traite retirés de leur situation d'exploitation. Ils veillent à la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'enfant victime jusqu'à son retour dans son pays d'origine ou leur réinsertion sociale. Ils sont placés sous la tutelle du Gouverneur de province. Ces comités de vigilance ont été constitués et installés avec l'appui de l'Unicef et du BIT à travers le projet LUTRENA/IPEC.

<sup>5</sup> Du 4 avril 2003 au 23 novembre 2005, le Centre a reçu 4 000 appels dont 200 ont abouti à la prise en charge des personnes maltraitées, parmi lesquelles 68 % sont les mineurs victimes de traite, 2 % des mineurs en difficulté sociale et 30 % des majeurs exploités (Source : Bilan du Comité de suivi de la mise en œuvre de la plate-forme commune d'actions de lutte contre le trafic d'enfants, 2005).

189. Les missions du Comité de vigilance sont multiples :

- a) Il est chargé de la détection des cas de traite d'enfants, de l'identification et du retrait des victimes ainsi que de la protection de leurs droits;
- b) Il tient, à cet effet, le registre et des fiches d'information sur les enfants en situation de traite ou exposés. Le registre doit comprendre notamment les dates d'arrivée et de départ, la nationalité et le genre. Les fiches d'information rassemblent toutes les données concernant l'histoire sociale de l'enfant (âge, nationalité, langue parlée, l'activité exercée), l'expérience vécue au cours de la traite, etc.
- c) Il assure l'accompagnement administratif et juridique des victimes et met en œuvre des mesures appropriées d'aide et de protection en vue de leur rétablissement psychosocial et médical;
- d) Il veille à l'identification, à l'interception et à la répression des individus et des organisations impliquées dans le trafic;
- e) Il est également chargé de la promotion de l'information et de la sensibilisation en vue de prévenir le fléau.

190. Chaque Comité de vigilance regroupe en son sein des membres relevant de l'administration et de la société civile. À ce jour, plusieurs comités ont été installés : Ogooué maritime (mars 2004), Haut Ogooué (avril 2005), Woleu-Ntem (octobre 2005), Moyen Ogooué (2010), Nyanga et Ngounié (2011).

191. Pour son fonctionnement, chaque Comité de vigilance est constitué de trois organes : la cellule de coordination, la cellule d'écoute et la cellule d'intervention.

#### La cellule de coordination

192. C'est l'organe de décision du Comité de vigilance. Elle est chargée de veiller au bon fonctionnement de la structure; d'impulser, de planifier et de coordonner les activités du Comité; de contrôler l'action de la cellule d'écoute et de la cellule d'intervention.

#### La cellule d'intervention

193. C'est l'organe de détection et de répression de la traite des enfants.

194. La cellule d'intervention a plusieurs missions :

- a) Elle constate l'infraction de traite d'enfants, retire les victimes de leur situation et identifie leurs employeurs et présumés trafiquants;
- b) Elle récupère la caution, la valise et les titres de transport nécessaires au retour des victimes auprès de leurs familles naturelles;
- c) Elle est chargée d'engager les poursuites judiciaires à l'encontre des employeurs, des présumés trafiquants et de leurs complices en conformité de la loi n° 09/2004 du 21 septembre 2004 relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise.

195. La cellule d'intervention est composée des membres suivants ou leurs représentants : le procureur de la république, le directeur provincial du travail, le commissaire central, le commandant de la compagnie de gendarmerie.

#### La cellule d'écoute

196. C'est l'organe d'aide et d'assistance des enfants victimes de la traite.

197. Les missions de la cellule d'écoute sont multiples :

- a) Elle est chargée de l'application de la procédure de prise en charge des enfants victimes de traite en collaboration avec le Centre national de prise en charge des enfants victimes de traite;
- b) Elle participe au retrait des enfants victimes de traite de leurs milieux d'exploitation, en collaboration avec les forces de sécurité et de défense. Elle les accueille, les assiste, les écoute, les sécurise;
- c) Elle assume les missions du service de tutorat dans le cadre du Comité de vigilance;
- d) À ce titre, la cellule d'écoute assure l'accompagnement administratif et juridique des victimes tout au long du processus, jusqu'à ce qu'une solution durable ait été trouvée et appliquée dans son intérêt supérieur;
- e) La cellule d'écoute reçoit la caution, la valise et les titres de transport nécessaires au retour des victimes auprès de leurs familles naturelles;
- f) Dès qu'elle reçoit notification qu'un enfant victime a été identifié, elle désigne un agent accompagnateur et rend compte au Comité de vigilance;
- g) Le Comité de vigilance est responsable des actes de l'agent accompagnateur désigné.

198. Dans le cadre de la prise en charge administrative des enfants victimes de traite, les tâches dévolues au CNPEVT/à la cellule d'écoute consistent à :

- a) Tenir un registre des filles et garçons victimes de traite;
- b) Établir des fiches d'information détaillées sur chacun d'eux;
- c) Effectuer des formalités administratives nécessaires au placement de l'enfant dans un centre d'accueil ou de transit;
- d) Transmettre le procès-verbal à l'inspection du travail pour le calcul des droits éventuels de l'enfant. L'inspecteur du travail calcule, le cas échéant, les droits de l'enfant et transmet le procès-verbal et l'état des sommes dues à la victime au Président du tribunal en cas de non conciliation.

199. Le CNPEVT/le Comité de vigilance décide du départ de l'enfant après avis du Procureur de la République et effectue les formalités de départ de l'enfant.

200. Au moment de partir, le CNPEVT/le Comité de vigilance effectue les formalités administratives exigées pour le voyage, accompagne l'enfant à l'aéroport et procède aux formalités d'enregistrement.

201. Pour les cas des enfants en provenance de l'intérieur du Gabon, la cellule d'écoute communique le plan de vol de l'enfant au CNPEVT qui se charge de l'accueillir à l'aéroport de Libreville.

202. En somme, quand les enfants sont récupérés par le filet sécuritaire, ils sont généralement envoyés dans des centres comme : Arc-en-ciel, Espoir (pour les filles), Angondjè à Libreville ou Mission Nissi à Port-Gentil où ils reçoivent des soins médicaux, un appui psychologique (mais pas spécialisé par rapport à leur situation spécifique de traumatisés) mais restent non scolarisés (ou peu) car en attente de rapatriement avec des niveaux généralement très faibles. Sur la quinzaine d'opérations ciblées des forces nationales de police et l'appui du Centre d'appel des Arcades, on observe que sur tous les

enfants récupérés, 30 % sont réinsérés au Gabon et 70 % rapatriés malgré l'absence formelle d'accords de coopération bilatérale avec le Bénin, le Nigeria et le Togo<sup>6</sup>.

*b. Efforts financiers de l'État en matière d'aide sociale à l'enfance*

203. Conscient de ce que le Gabon doit soutenir, par des moyens financiers, la mobilisation des ressources en faveur de la prise en charge des enfants, notre pays a d'abord voulu améliorer sa connaissance de la situation budgétaire en matière de droits de l'enfant. C'est pourquoi le gouvernement a réalisé les études suivantes : Analyse du budget consacré à l'enfance en République gabonaise, 2010; Étude sur le développement des politiques sociales au Gabon, 2011; Élaboration d'un document de politique nationale de protection sociale, 2012.

204. Par ailleurs, dans le domaine des politiques et investissements axés sur l'enfant, selon le rapport du Forum politique pour l'enfant africain (ACPF, 2008), l'État gabonais occupe la 24<sup>e</sup> place des pays amis de l'enfant sur les 52 pays africains couverts par l'évaluation. Cette position relativement enviable tient principalement, entre autres, à ce que les pouvoirs publics gabonais se sont raisonnablement engagés à allouer une part importante du budget pour couvrir les besoins fondamentaux de l'enfant<sup>7</sup>.

205. Le rapport de l'analyse du budget consacré à l'enfance en République gabonaise indique que des progrès ont été accomplis au niveau du financement de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Toutefois, les ressources sont toujours inférieures aux normes comparables internationales. C'est particulièrement problématique dans le cas de la santé où le budget est faiblement exécuté par rapport aux pays ayant un niveau de revenu semblable.

206. L'État, de plus en plus conscient du problème de la précarité sociale, a renforcé son dispositif de transfert en prestations sociales, à travers :

- Le décret n° 00243/PR/MASSNBE du 12 avril 2002, instituant la distribution gratuite des manuels scolaires. Ce texte a été pris par le Président de la République pour garantir à tous les enfants l'accès aux manuels scolaires;
- Le décret n° 874 du 17 novembre 2006 créant et déterminant l'organisation d'une caisse spéciale d'aide d'urgence en faveur des familles gabonaises en détresse;
- Le décret n° 0741/PR/MTEPS du 4 juillet 2011 fixant les montants des prestations familiales des Gabonais économiquement faibles.
- L'arrêté n° 49 du 26 janvier 2007 déterminant les modalités d'attribution de l'aide d'urgence aux familles en détresse;
- L'arrêté n° 80 du 26 mai 2007 créant et fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la cellule d'écoute des familles en détresse;

207. Le 8 novembre 2010, le gouvernement a adopté le projet de décret déterminant les modalités d'attribution de l'aide sociale en République gabonaise.

<sup>6</sup> Gabon-Unicef. Analyse de la situation des orphelins et autres enfants vulnérables au Gabon, 2011, p. 104-105.

<sup>7</sup> Gabon-Unicef. Analyse du budget consacré à l'enfance en République gabonaise, sd, p. 34.

208. Le Conseil des ministres du 28 juin 2011 a approuvé le projet de décret fixant les montants des prestations familiales des Gabonais économiquement faibles. Ledit texte indique que les montants des prestations familiales des Gabonais économiquement faibles sont fixés comme suit :

- Allocation familiale : 4 000 francs CFA par enfant et par mois. Depuis le 21 mai 2014, le Gabon a pris un autre décret qui revalorise le montant des allocations familiales. Ainsi, celles-ci sont passées de 4 000 f à 5 000 f CFA par enfant et par mois;
- Allocation de rentrée scolaire : 5 000 francs CFA par enfant et par an;
- Prime à la naissance : 50 000 francs CFA à l'occasion de chaque accouchement, payé en nature sous forme de layette.

209. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2014, le Gabon a revalorisé la prime de rentrée scolaire par enfant : primaire : 20 000 f; secondaire 40 000 f; deuxième cycle : 60 000 f; formation professionnelle : 50 000 f.

210. Le gouvernement élabore actuellement une politique nationale de protection sociale (PNPS). Le document y relatif a été validé en 2012. Ce document devait asseoir les bases d'une politique sociale plus équitable, en permettant notamment au plus grand nombre d'avoir accès aux services sociaux primaires.

211. La conception de la PNPS s'inscrit dans la droite ligne des instruments juridiques internationaux ratifiés par notre pays notamment en 2010 : « la déclaration de Khartoum des ministres des affaires sociales sur le renforcement des mesures de politique sociale en faveur de l'inclusion sociale », « La Déclaration tripartite de Yaoundé sur la mise en œuvre du socle de protection sociale », les « Recommandations sur les socles nationaux de protection sociale » adoptées le 14 juin 2012 à la conférence internationale du travail à Genève. Toutes dans leur ensemble, recommandent aux États parties d'étendre la protection sociale à l'ensemble de leurs populations à travers la mise en place des systèmes nationaux de protection sociale efficaces et inclusifs.

212. S'agissant toujours de la protection sociale, l'État a également initié plusieurs mesures sociales visant la prise en compte des préoccupations des populations et la lutte contre l'exclusion et la réduction des disparités. Nous citerons, entre autres, la mise en place des prestations de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) pour une plus large couverture de la population bénéficiaire.

213. Toutefois, les aides de l'État restent encore insuffisantes et ponctuelles face aux besoins considérables des familles qui exigent plutôt une systématisation de l'intervention des services comme cela se fait dans le système sanitaire. La prise en charge institutionnelle des orphelins de type « orphelinat » demeure quasi inexistante au Gabon en dehors d'une structure nationale de référence (CAPEDS) qui ne démontre pas encore des performances satisfaisantes et qui n'a toujours pas de cadre juridique<sup>8</sup>.

214. Le budget des structures gouvernementales (ou publiques) de gestion ou de prise en charge des enfants vulnérables a évolué en dents de scie de 2007 à 2012, après avoir atteint un pic en 2008.

---

<sup>8</sup> Gabon-Unicef. Analyse de la situation des orphelins et autres enfants vulnérables au Gabon. 2011, p. 10.

Tableau n° 5

**Évolution du budget des structures gouvernementales de prise en charge des enfants vulnérables de 2007 à 2012 en f CFA**

	Années					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Budget	172 241 000	223 841 000	186 625 000	152 931 140	155 759 000	148 513 518

Source : Lois de finance 2007-2012.

c. *Les associations ayant pour objet l'assistance de l'enfant*

215. Au Gabon, la société civile est un acteur à part entière dans le processus de promotion et de protection des droits de l'enfant. Celle-ci intervient dans toutes les sphères de la vie du citoyen.

216. En ce sens, le Gouvernement et les organisations de la société civile ont organisé, en 2011, avec la collaboration de l'Unicef, un atelier de mise en réseau par thématique de la société civile en charge de la protection des droits de l'enfant. Comme résultat de ce forum, deux grands réseaux se sont formés :

- Le Réseau national de promotion des droits de l'enfant au Gabon (RESPEG);
- Le Réseau national de protection des droits de l'enfant au Gabon (REPEG).

217. Le Gouvernement et la société civile participent de manière conjointe aux travaux d'élaboration et de validation des projets concernant les droits de l'enfant. C'est le cas de toutes les études menées depuis 2008. Les documents annexes de ces études, comme les fiches de présence, en font foi. En plus de cela, au plan institutionnel, le Gouvernement a créé, en 2012, au sein du ministère en charge des affaires sociales une Direction générale des associations intervenant dans les secteurs sociaux.

218. Dans le cadre de la problématique des enfants vulnérables, une vingtaine d'ONG développe déjà une dynamique de collaboration avec le gouvernement. Il s'agit notamment de : Samba Mwanas, Micone, Arc-en-ciel et Espoir, Association des femmes musulmanes, Maison de l'Espérance, SOS Mwana, Centre Mbandja, Chaîne de l'Espoir, SIFOS, Pont de la vie, Graceland, MINE, Fondation associative santé+humanitus, Sida Zéro, Espoir vie, Association des fils et filles d'Omoye, ONG Lumière, Groupement pilote des veuves et orphelins du Gabon<sup>9</sup>.

219. À titre de rappel, le monde associatif au Gabon est régi par la loi n° 35/62 qui définit les conditions et critères de création, de dissolution et de fonctionnement de toute organisation à but non lucratif. Ainsi, elles bénéficient de la liberté totale et ne sont pas inquiétées par le Gouvernement ou par les collectivités locales dans l'exercice de leurs activités. La Direction Générale des droits de l'Homme et la Commission nationale des droits de l'Homme ont dénombré environ 200 associations et ONG en 2011 lors du forum ci-dessus cité.

<sup>9</sup> Gabon-Unicef. Analyse de la situation des orphelins et autres enfants vulnérables au Gabon. Libreville, novembre 2011, p. 63.

d. *La magistrature spécialisée (Formation des magistrats et des avocats)*

**Article 8.4**

**4. Les États Parties prennent des mesures pour dispenser une formation appropriée, en particulier dans les domaines juridique et psychologique, aux personnes qui s'occupent des victimes des infractions visées dans le présent Protocole.**

220. Depuis plusieurs années, le Gabon est préoccupé par la spécialisation de la magistrature. À cet effet, on distingue les actions entreprises avant et après l'adoption de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010.

Les actions entreprises avant l'adoption de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010

221. En 2006, le Gouvernement a organisé un séminaire sur la justice juvénile auquel avaient participé plusieurs magistrats tant du siège que du Ministère public des tribunaux de première instance du pays.

222. En 2007, le gouvernement a organisé un séminaire de formation en cette matière à l'intention de certains magistrats des tribunaux de première instance de Libreville et de Lambaréné.

Les actions entreprises depuis l'adoption de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010

223. L'article 19 de la loi n° 39/2010 du 25 novembre 2010 dispose que : « Les magistrats composant les juridictions pour mineurs (...) sont appelés à suivre des formations spécialisées avant ou après leur nomination ». Afin de mettre en œuvre efficacement cette recommandation, le gouvernement est en train de mettre en place une politique pérenne de formation des magistrats de la jeunesse et des autres intervenants de la justice pour mineurs.

224. Ce programme de formation comprendra deux volets : la formation initiale dès l'année académique 2015-2016 à l'intention des élèves-magistrats et greffiers et la formation continue à l'intention des magistrats en activité, des auxiliaires de justice et de tous les autres intervenants à la justice pour mineurs.

225. Depuis l'année 2012-2013, l'École nationale de la magistrature (ENM) dispense des enseignements en droits des mineurs.

**K. Droit de l'accusé à un procès équitable**

**Article 8.6**

**1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale des mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques prosrites par le Présent Protocole en particulier :**

**6. Aucune des dispositions du présent article ne porte atteinte au droit de l'accusé à un procès équitable et impartial ou n'est incompatible avec ce droit.**

226. Le droit à un procès équitable s'étend durant toute la période de la procédure judiciaire (du moment de l'interpellation à celui de jugement). Ce d'autant plus que selon l'article 1 alinéa 4 de la Constitution, les droits de la défense dans le cadre d'un procès sont garantis à tous.

227. L'article 50 du Code de procédure pénale dispose que pour les nécessités de l'enquête, toute personne soupçonnée d'avoir participé à l'infraction, ou entendue comme témoin, peut faire l'objet d'une mesure de garde à vue dans les locaux de la gendarmerie, de la police ou de toute autre force de sécurité investie des pouvoirs de police judiciaire. La

durée de la garde à vue ne peut excéder 48 heures. Elle peut être prolongée d'un nouveau délai de 48 heures par autorisation écrite du Procureur de la République. Pendant la durée de la garde à vue, il est fait obligation d'entretenir la personne en parfait état de nutrition et d'hygiène.

228. Toute personne gardée à vue a le droit d'informer, par tout moyen, une personne de sa famille, de son entourage ou son employeur de la mesure dont elle est l'objet. Toutefois, en raison des nécessités de l'enquête, l'Officier de police judiciaire peut le faire en présence de l'intéressé. Il en informe sans délai le Procureur de la République (art. 52 du Code de procédure pénale).

229. Aussitôt après le début de sa garde à vue, l'intéressé peut demander à s'entretenir avec un avocat. S'il n'est pas en mesure d'en choisir un, ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, il peut demander qu'il lui en soit commis un d'office par le bureau de l'assistance judiciaire conformément aux dispositions légales et réglementaires sur l'assistance judiciaire.

230. La personne gardée à vue est informée par l'Officier de police judiciaire de ce qu'un avocat lui a été commis. L'avocat choisi communique avec la personne gardée à vue dans des conditions qui garantissent la confidentialité de l'entretien. Il a accès au dossier de son client (art. 54 du Code de procédure pénale).

231. Au moment où débutent les enquêtes préliminaires, le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité. C'est ainsi que l'enquête sur la personnalité de l'inculpé, facultative en matière de délit, est obligatoire pour les mineurs. Elle doit comporter des renseignements sur la situation matérielle et morale de la famille, le caractère et les antécédents du mineur, sa fréquentation scolaire, sa conduite à l'école, ainsi que les conditions dans lesquelles il a été élevé. Le juge d'instruction peut prescrire un examen médical ou médico-psychologique ou ordonner toutes autres mesures utiles (art. 77 du Code de procédure pénale).

232. Le magistrat donne avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au Barreau National (art. 98 du Code de procédure pénale).

233. Au moment de la détention préventive, après l'interrogatoire, et à tout moment de l'infraction, le juge d'instruction peut décerner un mandat de dépôt après avoir pris une ordonnance motivée de mise en détention de l'inculpé qui doit être informé de son droit à l'assistance d'un conseil de son choix ou commis d'office. L'avocat choisi ou commis d'office est informé, par tous les moyens et sans délai, de la mesure de détention. L'avocat peut, sur le champ, consulter le dossier et communiquer librement avec l'inculpé (art. 116 du Code de procédure pénale).

234. À la Cour criminelle, lors de la procédure préparatoire, si l'accusé n'a pas fait le choix d'un défenseur, il lui en est désigné un d'office par la Président, sur proposition du Bâtonnier ou de son représentant, parmi les avocats inscrits au barreau national (art. 210 du Code de procédure pénale).

#### **IV. Prévention de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants**

##### **Article 9.1**

**1. Les États Parties adoptent ou renforcent, appliquent et diffusent des lois, mesures administratives, politiques et programmes sociaux pour prévenir les infractions visées dans le présent Protocole.**



## Article 9.2

2. Par l'information à l'aide de tous les moyens appropriés, l'éducation et la formation, les États Parties sensibilisent le grand public, y compris les enfants, aux mesures propres à prévenir les pratiques proscrites par le présent Protocole et aux effets néfastes de ces dernières. Pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent article, les États Parties encouragent la participation des communautés et, en particulier, des enfants et des enfants victimes, à ces programmes d'information, d'éducation et de formation, y compris au niveau international.

## 1. Initiatives de lutte contre la traite des enfants

235. Le Gabon a déterminé quatre axes stratégiques prioritaires autour desquels il a bâti sa politique nationale en matière de lutte contre la traite des enfants : mise en place des mesures de protection et d'assistance en faveur des victimes de la traite; formation des acteurs de la lutte contre la traite des enfants; prévention; développement de la coopération inter-États.

### Processus de la lutte

236. La lutte contre le trafic des enfants a connu son essor le 9 février 1994, suite au sommet mondial pour les enfants dont le thème a porté sur « Un monde digne des enfants ». C'est à cette occasion que le gouvernement gabonais a décidé de s'engager dans la protection des enfants pour l'édification d'une nation digne et prospère demain en ratifiant la Convention relative aux droits de l'enfant. Bien que l'enfant soit protégé, son travail réglementé et son exploitation interdite, l'infraction du trafic des enfants n'était pas encore consignée dans la législation et la réglementation nationales. Ainsi, au sortir de l'Atelier technique sur le trafic des enfants domestiques en Afrique de l'Ouest et du Centre qui a eu lieu à Cotonou en juillet 1998, le Gabon s'est engagé dans la lutte contre la traite des enfants.

237. Cette volonté du gouvernement s'est traduite, en 2000, par l'organisation de la consultation sous-régionale sur le Développement de stratégies de lutte contre le trafic des enfants à des fins d'exploitation en Afrique de l'Ouest et du Centre d'une part, et la mise en place d'une Commission interministérielle chargée de l'examen de la plate-forme commune d'action issue de ladite consultation et du suivi de sa mise en œuvre, d'autre part.

238. Le 20 juin 2000, la Commission s'est réunie et a proposé un cadre de travail constitué de huit (8) actions prioritaires dont :

- La mise en place d'un cadre juridique approprié avec la création au sein du ministère de la justice, d'un Comité restreint avec pour mission de réfléchir sur la réforme nécessaire du Code pénal, en vue d'y intégrer expressément l'infraction relative au trafic d'enfants;
- La création d'un point focal dans chaque ministère.

239. Entre 2000 et 2013, le Gabon a reçu au minimum à 9 reprises, les ressortissants des autres pays africains au cours des séminaires, ateliers et autres activités portant sur le trafic des enfants. Il a également pris part à au minimum trois rencontres sur la même thématique à l'extérieur du pays.

240. En 2012, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Joy Ngozi Ezeilo, a effectué une visite officielle au Gabon à l'invitation du Gouvernement.

241. Parallèlement à ces réunions, le Gouvernement mène des actions de formation, de sensibilisation auprès des différentes couches de la population dont les magistrats, les officiers de police judiciaire et les gardiens de prison, vulgarise la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 et initie en commun accord des stratégies de collaboration et de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants au Gabon.

Tableau n° 6

**Activités liées à la diffusion des principes et dispositions de la CDE**

<i>Acteur de mise en œuvre</i>	<i>Population ciblée</i>	<i>Date et lieu</i>	<i>Thème</i>	<i>Nombre de personnes atteintes</i>
Comité de suivi de la lutte contre la traite des enfants	Responsables politiques, administratifs, religieux et communautaires	Libreville, Port Gentil, Oyem, Franceville, Lambaréné, Tchibanga et Mouila (2004...)	Prévention et lutte contre la traite des enfants	120 leaders par province
Comité de suivi de la lutte contre la traite des enfants	Commerçants et chefs d'entreprises	Libreville, Port Gentil, Oyem, Franceville, Lambaréné, Tchibanga et Mouila (2004...)	Sensibilisation à l'interdiction du travail des enfants	7 grands marchés atteints dans les capitales provinciales

Source : Synthèse réalisée par le Comité national de rédaction des rapports sur les droits de l'Homme au Gabon.

242. En ce sens, le Gouvernement, avec l'appui de l'Unicef et la collaboration de la société civile (ONG SIFOS) a mené en 2009, des campagnes de sensibilisation dans les trois communautés les plus concernées par le phénomène de traite des enfants : la communauté béninoise (le 11 juillet 2009), la communauté togolaise (le 16 juillet 2009) et la communauté gabonaise (le 8 août 2009).

Tableau n° 7

**Autres activités menées par l'ONG SIFOS dans le cadre de la lutte contre la traite et l'exploitation des enfants**

<i>Acteur de mise en œuvre</i>	<i>Population ciblée</i>	<i>Date et lieu</i>	<i>Thème</i>	<i>Nombre de personnes atteintes</i>
ONG SIFOS	Jeunes	Du 26 au 29 novembre 2011	Atelier de sensibilisation et d'information sur les enfants de la rue, la traite et l'exploitation des enfants	103 ont été formés et installés dans les quartiers de Libreville et Owendo afin de veiller et dénoncer les violences faites aux enfants dans les communautés en particulier les enfants victimes de traite et d'exploitation
ONG SIFOS et Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme de Lyon (AEDH)	Les autorités municipales, les chefs de quartiers, les agents municipaux	Du 5 au 28 décembre 2012	Campagne de sensibilisation sur le phénomène de la traite transfrontalière, interne et l'exploitation des enfants au Gabon Vulgarisation de la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise	68 pairs éducateurs ont été formés sur les méthodes d'identification et le retrait des enfants victimes de la traite et de l'exploitation Les autorités locales, 97 chefs de quartiers, et plus de 100 agents municipaux ont été sensibilisés et formés sur la loi n° 9/2004 du 21 septembre 2004 relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise.

Source : ONG SIFOS, novembre 2014.

243. Conformément à l'esprit d'Abuja, le Gabon élabore une feuille de route nationale qui lui permet de s'arrimer à l'accord multilatéral de coopération régionale et au processus régional encore appelé processus de Libreville.

### **Actions menées**

244. Le 17 octobre 2009, le bateau Sharon est arraisonné par la Marine nationale dans les eaux territoriales gabonaises avec à son bord 300 passagers clandestins en provenance de l'Afrique de l'Ouest, parmi lesquels 34 enfants destinés à l'exploitation. Tous ces enfants ont été placés dans les centres d'accueil et de transit en vue de leur identification. Ils ont été par la suite rapatriés dans leurs pays d'origine, principalement au Bénin (26), au Togo (5) et au Mali (3). Cette opération a permis d'expérimenter la coopération policière entre le Gabon et le Bénin en matière de lutte contre le trafic des enfants par la présence à Libreville des autorités policières béninoises et l'échange d'informations sur l'identité des accompagnateurs des enfants et des trafiquants.

245. Du 6 au 15 décembre 2010, une opération de police dénommée « BANA » portant sur la traite des enfants a été menée à Libreville et Owendo. Cette opération a vu la participation de 112 fonctionnaires, agents de force de défense et de sécurité ainsi que les travailleurs sociaux. Elle a favorisé le renforcement des capacités de 180 acteurs (magistrats, médecins, OPJ, TS, ONG civiles ou religieuses) sur la lutte contre l'exploitation transfrontalière des enfants, la pédopornographie, la pédophilie, les violences sexuelles, le travail précoce, en partenariat avec Interpol.

246. L'opération « BANA » a permis le retrait de 142 enfants de dix nationalités qui ont été placés dans des centres d'accueil et de transit pour une identification au cas par cas en vue de leur réinsertion dans leur pays d'origine ou dans celui d'accueil. Les 17 présumés trafiquants et leurs complices ont été auditionnés par la police d'investigations judiciaires et mis à la disposition de la justice.

247. À la suite de ces deux affaires, et au vu du grand nombre d'enfants sortis du trafic dans le cadre du système de suivi mis en place par le Gouvernement, il était devenu impératif de connaître les itinéraires de la traite, les réalités des pays d'origine de ces enfants et de s'en imprégner pour bâtir une coopération forte relative à la prévention de ce fléau et à la lutte contre la traite transfrontalière des enfants.

248. C'est ainsi qu'en décembre 2010, une mission du Comité de suivi s'est rendue au Mali, au Togo et au Bénin. Cette mission a permis au Comité de suivi de rencontrer les différents acteurs de la lutte contre le trafic des enfants, de visiter les différents centres d'accueil, de transit et de réinsertion des enfants rapatriés. Elle a également permis de jeter les bases des futurs accords de coopération bilatérale entre le Mali et le Togo, et de réactiver la procédure déjà en cours avec le Bénin. Au terme de ce processus, les trois projets de protocoles sont en cours d'examen.

249. Parallèlement, des actions de prévention et de répression sont menées au quotidien par les différents acteurs de la lutte. C'est ainsi que le 13 novembre 2012, le Comité de vigilance de la Nyanga, par exemple, a mené une opération de lutte contre le trafic des enfants qui a permis de retirer du circuit 8 enfants qui ont été par la suite acheminés à Libreville et placés dans un centre d'accueil pour prise en charge. Les 5 présumées trafiquantes ont fait l'objet d'une interpellation et d'une enquête préliminaire.

250. Depuis l'an 2000, environ 800 enfants ont été retirés du circuit du trafic, dont 80 % sont réinsérés dans leur pays d'origine. Ces enfants viennent principalement du Bénin, du Togo, du Nigéria, du Mali, de la Guinée Conakry. La majorité des victimes sont des filles.

Tableau n° 8

**Répartition des enfants rapatriés de 2012 à 2014 selon la nationalité et le sexe**

Nationalité	Années						Total
	2012		2013		2014		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
Béninoise	0	13	1	18	0	3	35
Togolaise	0	2	0	1	0	5	8
Malienne	0	1	0	0	0	1	2
Nigériane	0	0	0	0	1	0	1
Total	0	16	1	19	1	9	46

Source : Service social du Centre d'accueil d'Angondjé, novembre 2014.

251. L'application de la législation en faveur des enfants a permis d'obtenir d'autres résultats encourageants pour le Gabon :

- Identification, retrait et transfert à Libreville par les Comités de vigilance des provinces de la Ngounié et de l'Ogooué Maritime, par exemple, des enfants victimes de traite, de négligence ou d'exploitation, avec une moyenne de 5 enfants par an<sup>10</sup>;
- Recensement par le Gouvernement de 492 enfants des rues dans 5 des 9 provinces du Gabon avec prise en charge progressive de 70 % par le Centre Arc-en-ciel de l'Église catholique<sup>11</sup>;
- Démantèlement en février 2013 d'un réseau de trafiquants d'enfants « pygmées » dans la zone de Minvoul.

**Les défis**

252. Mutation du phénomène : les enfants vendeurs à la sauvette sont de moins en moins visibles dans les rues. Il semble qu'ils soient désormais exploités dans des maisons, au regard de l'augmentation de l'offre en emplois domestiques (nounous, ménagères).

253. En revanche, les enfants des rues sont en augmentation avec un possible développement des réseaux d'exploitation par des dealers et des chefs de gangs. L'étude relative à l'analyse de la situation des enfants des rues a permis d'en dénombrer 658 en 2012.

254. Une des nouvelles tendances observées dans le domaine de la traite consiste à utiliser le mariage comme moyen d'envoyer des jeunes filles au Gabon. La plupart de ces mariages sont arrangés par et entre les membres de la famille, de sorte que les personnes qui en ont connaissance craignent de les dénoncer, ou par le fait que les victimes elles-mêmes ne considèrent pas ces unions comme des mariages forcés.

255. De plus :

- Les trafiquants véreux continuent de mettre en œuvre des stratégies de poursuite de leur activité criminelle;

<sup>10</sup> Centre d'Accueil Mission Nissi, Rapport d'activités 2011.

<sup>11</sup> Gabon. Rapport provisoire 2011 de l'étude sur les enfants des rues.

- Certains enfants rapatriés retombent dans le circuit de la traite et sont renvoyés soit au Gabon, soit dans d'autres pays;
- Les familles pourvoyeuses d'enfants ne veulent pas abandonner cette pratique inhumaine qu'elles considèrent comme une source d'enrichissement rapide;
- La pratique traditionnelle consistant à envoyer des enfants vivre chez d'autres membres de leur famille en échange de menus travaux, en particulier en Afrique de l'Ouest, contribue à la traite<sup>12</sup>;
- Les cas de traite ne sont pas tous signalés en raison d'une méconnaissance générale de la loi (en particulier des lois relatives à la traite) parce que certaines pratiques sont tolérées par la société et par crainte de représailles<sup>13</sup>.

### Les perspectives

- Création d'une structure nationale intégrée et permanente de lutte contre la traite des personnes;
- Révision de la loi n° 9/2004 en vue de la rendre conforme aux dispositions du Protocole de Palerme;
- Suivi de la mise en œuvre de la feuille de route nationale;
- Création au Parlement, d'une Commission interne de protection des personnes, en particulier des femmes et des enfants;
- Signature effective des accords de coopération bilatérale avec les pays pourvoyeurs.

## 2. Initiatives de lutte contre le travail des mineurs

256. Le Gabon a ratifié la Convention n° 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi. Aujourd'hui, les dispositions internes en vigueur dans notre pays sont quasiment en conformité avec ladite Convention.

257. En effet, l'article 177 du Code de travail dispose que les enfants ne peuvent être employés dans aucune entreprise avant l'âge de 16 ans, sauf dérogation édictée par décret pris sur proposition conjointe des Ministères du travail, de la santé et de l'éducation nationale, compte tenu des circonstances et des tâches qui peuvent leur être demandées.

258. Cette disposition s'applique également aux enfants étrangers résidant sur le territoire gabonais qui se verraient, le cas échéant, refuser un permis de travail par le Ministère en charge du travail en raison de leur âge.

259. Selon l'article 178 du même Code, « (...) l'enfant ne peut être maintenu dans un emploi reconnu au-dessus de ses forces et doit être affecté à un emploi convenable (...) ».

260. Pour protéger les enfants, le Président de la République a pris le décret n° 0031/PR/MTEFP du 8 janvier 2002 relatif à la lutte contre le travail des mineurs.

<sup>12</sup> Joy Ngozi Ezeilo. Rapport de la rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. Mission au Gabon (14-18 mai 2012). 2013, p. 4.

<sup>13</sup> Joy Ngozi Ezeilo. Rapport de la rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. Mission au Gabon (14-18 mai 2012). 2013, p. 4.

261. Le décret n° 651/PR/MTEPS du 13 avril 2011 fixe les dérogations individuelles à l'âge minimum en République gabonaise. Ce texte dispose que des dérogations individuelles peuvent être accordées aux mineurs de moins de 16 ans pour :

- La participation du mineur à des spectacles artistiques;
- L'exécution des travaux légers non susceptibles de porter préjudice à la santé, au développement, à l'assiduité scolaire, à la participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelle du mineur concerné;
- Les activités se déroulant dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur.

262. L'exercice de ces activités est soumis à l'accord écrit préalable des parents exerçant l'autorité parentale et, concernant les travaux légers, à l'avis du médecin du travail. La durée hebdomadaire des activités concernées ne doit excéder 15 heures.

263. En juin 2011, le Code du travail a subi à nouveau un certain nombre de modifications portant, entre autres, sur le travail des enfants.

264. Au Gabon, les forces de sécurité, sous le contrôle du Procureur de la République, sont chargées d'appréhender tout enfant âgé de moins de 16 ans trouvé en état d'exploitation. Cette prérogative est aussi reconnue aux inspecteurs de travail dans l'exercice de leurs missions.

265. Malgré cet arsenal juridique, des cas de violation des droits de l'enfant au travail sont observés dans le trafic transnational des enfants, phénomène peu visible donc difficile à saisir.

266. De nombreuses activités ont été menées à l'effet d'informer la communauté sur les risques d'emploi d'une main-d'œuvre infantile. (Cf tableau p. 46)

267. En 2011, des formations ciblées ont été organisées à l'endroit de 210 sénateurs et députés sur la CDE et surtout le travail des enfants et la traite transfrontalière.

### **3. Initiatives de lutte contre l'exploitation sexuelle et pornographie des enfants**

268. Au Gabon, aucune étude n'a été faite de manière spécifique sur le phénomène de l'exploitation sexuelle des enfants. Seules les données de la police judiciaire permettent d'être édifié sur la question. Ainsi, si on s'en tient aux opérations de police dans les casinos, boîtes de nuit et aux abords des grands hôtels de Libreville et Port Gentil, le phénomène est bien présent et revêt un caractère multiforme.

269. Une des rares enquêtes faites dans ce domaine est celle réalisée à Port-Gentil en 2005. Cette étude a permis de mettre en évidence l'existence du phénomène d'exploitation sexuelle des jeunes filles à des fins commerciales. Plusieurs caractéristiques ont pu être dégagées dans cette ville cosmopolite qui reçoit un flux très important de « cols blancs » du fait de l'intense activité pétrolière qui s'y déploie.

270. En premier lieu, une proportion relativement élevée des jeunes filles s'adonnant au commerce de leur corps provient de l'enseignement secondaire, soit près de 42 % contre environ 32 % des non scolarisées. Plus préoccupant encore, 13,3 % de ces jeunes filles avaient un niveau primaire. L'âge de la très grande majorité de ces jeunes filles se situe entre 16 et 17 ans.

271. Par ailleurs, les jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales à Port-Gentil, dans la plupart des cas, font face à une vie familiale précoce et

parfois instable. Près de 20 % d'entre elles ont un enfant, lequel très vraisemblablement ne pourra malheureusement pas bénéficier de toute la protection dont il aurait besoin de la part de sa mère et qui, de ce fait, risquerait plus tard de vivre le même engrenage.

272. Si l'enquête a permis de révéler que les Européens et les Asiatiques sont pour 50 % des jeunes filles des cibles de choix contre 35 % des nationaux exerçant dans les compagnies pétrolières, la moitié d'entre elles a toutefois déclaré que la couleur de la peau, le statut social et/ou professionnel importent peu dans le choix du client.

273. Sur le plan pécuniaire, les ressources financières générées par cette activité sont relativement élevées. Lorsqu'il s'agit d'un Africain, les filles exigent en contrepartie 20 000 f CFA contre des sommes allant de 40 000 à 50 000 f CFA pour un Européen ou un Asiatique.

274. Au Gabon, il n'y a pas encore de document de politique de protection des victimes de l'exploitation sexuelle puisqu'une étude spécifique n'est pas encore disponible. Cependant, la prochaine élaboration du manuel national des procédures de prise en charge des enfants vulnérables inclura un chapitre sur les victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

275. Aussi, en attendant l'adoption d'une politique de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, en 2013, le gouvernement a-t-il organisé un séminaire de renforcement des capacités des magistrats, des officiers de police judiciaire et des gardiens de prison sur la lutte contre l'exploitation sexuelle de l'enfant.

276. Sur le plan pratique, malgré l'effort de vulgarisation des problèmes relatifs à la sexualité des adolescents, mené par les médias, les ONG et les structures étatiques, ce sujet reste tabou sur le plan familial.

#### **4. Initiatives de lutte contre les maltraitements et les violences à l'égard des enfants**

277. L'État gabonais reconnaît l'importance de protéger les enfants contre toute forme de violence et de maltraitance. C'est pourquoi il a pris un ensemble de mesures tant législatives, institutionnelles, administratives que judiciaires.

278. Au plan institutionnel, le Gabon a mis en place de nombreux services conformément aux exigences de cette disposition du Protocole. On peut citer, entre autres :

- Les services de psychologie clinique dans les centres de traitement ambulatoire (CTA), les centres de transit des enfants en difficulté sociale;
- Trois Centres d'Information, d'Écoute et de Conseil (CIEC) dans les communes de Libreville et Owendo;
- Les services sociaux dans tous les établissements secondaires;
- Les services sociaux des prisons;
- Les services de protection des mœurs et des mineurs de la Police judiciaire;
- Un service de protection de la jeunesse est rattaché au tribunal;
- La Direction générale des droits de l'homme;
- La Commission nationale des droits de l'homme.

279. Toutefois, suite au rapport sur l'analyse de la situation des OEV de 2011, le Gabon reconnaît avoir des services insuffisants en quantité et en qualité. Les services sociaux ne couvrent pas encore toutes les localités du pays et on observe également l'insuffisance en

ressources humaines dans la réadaptation physique et psychologique des victimes. Il est vrai que les aspects de négligence et d'exploitation sont mieux gérés au niveau des centres sociaux de base et des tribunaux. La réinsertion familiale se fait avec une moyenne de 4 enfants remis par mois aux familles à partir des 4 centres d'accueil travaillant sous la tutelle du Ministère de la Famille.

280. Par ailleurs, les pratiques coutumières en ce qui concerne le châtiment corporel persistent encore. Pour les parents, c'est grâce à cette méthode que l'on peut bien éduquer un enfant. Toute dénonciation est perçue comme une ingérence dans la vie privée de la famille.

281. Les résultats de l'enquête diligentée en 2009 par le gouvernement, confirmés par le rapport d'activités de la campagne de conscientisation et d'éducation préventive sur les abus sexuels et violences faites aux enfants initiée par l'ONG Samba Mwanas, montrent clairement que les enfants subissent diverses formes de violences et d'abus sexuels sous-tendues par des motifs économiques, psychologiques et socioculturels. Ce qui, selon certains spécialistes, résulte d'une sensibilisation insuffisante des populations, d'une méconnaissance des textes juridiques.

282. Face à cette situation, des mesures éducatives ont été initiées :

- Insertion des modules de la CDE, de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant dans les curricula des écoles de formation des enseignants, des magistrats, des officiers de police judiciaire, des travailleurs sociaux, des inspecteurs du travail, des médecins et des infirmiers;
- Campagne de sensibilisation sur le traitement juste, humain et compréhensif organisée en 2010 à l'intention des magistrats, policiers, gendarmes, agents de sécurité pénitentiaire;
- Séminaire de formation relatif à l'identification et à la prise en charge des enfants victimes de traite organisé en 2010 à l'intention des agents de police et de gendarmerie en plus des représentants des organisations gouvernementales;
- Séminaire de formation, dénommée « Opération Bana », organisé en 2010 à l'intention des agents sociaux tels que le personnel judiciaire, les forces de police et de sécurité pénitentiaire;
- Séminaire national de renforcement des capacités des parlementaires organisé en 2010 à Libreville en vue de la consolidation d'un environnement propice contre la traite et le trafic des enfants;
- Institution des visites interministérielles périodiques dans les établissements pénitentiaires (Ministère en charge de la justice, Ministère de l'intérieur, Secrétariat de la Commission nationale des droits de l'homme représentant la société civile) en vue d'une meilleure prévention de la torture, des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Les lieux de détention sont également soumis à des inspections des fonctionnaires du Ministère en charge de la justice et à des visites des juges d'instruction et autres procureurs de la République;
- Renforcement des capacités des agents de l'État concernés par la question de la torture et de la maltraitance en 2010;
- Renforcement des capacités des agents des forces de sécurité, les procureurs, les magistrats et les juges sur la traite des êtres humains en 2010;
- Formation des éducatrices communautaires sur la protection de l'enfant sur toute l'étendue du territoire national;



- Sensibilisation et formation sur les droits de l'enfant à l'intention des officiers de police judiciaire et les auxiliaires de l'administration, les enseignants;
- Organisation, en 2013, d'une mission de sensibilisation à l'endroit des enfants victimes de traite ou encore transformés en esclaves, mendiants ou employés, recueillis au Centre d'accueil d'Angondjè;
- Dénonciation et condamnation avec force et vigueur par la Commission nationale des droits de l'Homme en 2013 de la recrudescence des crimes dits rituels;
- Organisation en 2013 à Libreville et à l'intérieur du pays de sessions de formation des conseillers psychosociaux en « counseling » afin permettre au personnel ayant en charge les orphelins et enfants vulnérables (OEV) d'améliorer leurs techniques et approches en vue d'une meilleure protection et promotion des droits de cette frange de la population qui est victime de maltraitance multiforme;
- Organisation en 2013, à Libreville d'un atelier ayant pour thème « Dialogue intercommunautaire sur les violences sexuelles envers les enfants »;
- Plaidoyer auprès du gouvernement pour une budgétisation dès 2012 des activités de sensibilisation;
- Adoption de la loi relative aux indicateurs de protection de l'enfant pour mieux faire une traçabilité des violences les plus récurrentes au Gabon;
- Adoption d'un arrêté du Ministère de l'Éducation nationale interdisant les punitions corporelles dans les écoles;
- Organisation en 2010 à la prison centrale de Libreville d'une campagne de sensibilisation sur le thème « droits de l'homme en milieu carcéral »;
- Lancement en 2012, à la prison centrale de Libreville de la campagne de sensibilisation par affichage dans les commissariats de police, les brigades de gendarmerie et les autres lieux de détention afin de prévenir des actes comme la torture, les techniques et les méthodes d'investigation inappropriées ou illégales, les détentions illégales ou arbitraires;
- Organisation en 2014 d'un séminaire d'information et de sensibilisation des personnels féminins des forces de défense et de sécurité sur les violences faites aux filles;
- Organisation, tant à Libreville (Bikélé) qu'à l'intérieur du pays (Tchibanga) d'un séminaire et une causerie populaire autour du thème « Prévenir et lutter contre les violences domestiques faites aux enfants ».

283. À l'initiative du Gouvernement, une caravane d'éducation civique dénommée « Prévention et lutte contre la dépravation des mœurs au Gabon » a sillonné les chefs-lieux de provinces et de départements en 2014. Pendant 6 mois, l'équipe pluridisciplinaire du gouvernement a essayé au moyen des causeries éducatives, conférences-débats et autres entretiens directs avec les communautés d'obtenir l'adhésion et le soutien de tous à la lutte contre les dérives sociétales.

284. La caravane a mis un accent particulier sur la dénonciation et la sensibilisation aux viols commis sur mineurs. D'autant plus que ce fléau s'accroît de manière fulgurante d'année en année, ainsi que l'atteste d'ailleurs un dénombrement non exhaustif de cas de viols sur mineurs de moins de 15 ans, traités entre 2010 et 2013 par les Cours d'appel judiciaire de Libreville, Port-Gentil, Franceville et Mouila.

285. Lors de la première étape à Lambaréné, on a relevé la présence des leaders religieux, des chefs de quartiers, des travailleurs sociaux, des psychologues, des magistrats, des

responsables du service pénitencier, des autorités militaires, des agents de police judiciaire, des médecins et divers autres fonctionnaires, des notables, les femmes<sup>14</sup> et un demi-millier de jeunes<sup>15</sup> de 16 à 27 ans.

286. Dans son propos de circonstance, le représentant de l'Unicef a souligné la faiblesse du cadre juridique, l'inefficacité du caractère pluridisciplinaire de la prise en charge ainsi que le poids des traditions locales bâties autour de la loi du silence.

287. Il a suggéré que la loi actuelle soit modifiée car elle limite le viol sur mineur à 15 ans au lieu de 18 ans comme le stipule la Convention sur les droits de l'enfant. De même, la situation des enfants victimes d'abus sexuels pourrait être améliorée par la formation à la prise en charge psychosociale et juridique par la police, la gendarmerie, les travailleurs sociaux et surtout les médecins et infirmiers sans qui le certificat médical ne permettra pas de déterminer la nature du viol.

288. Grâce à cet arsenal juridique et aux mesures administratives prises par le gouvernement, de plus en plus d'auteurs d'actes de torture ou de maltraitance des enfants sont sanctionnés. C'est ainsi que, en 2012-2013, pour avoir été impliqué dans une affaire de crime de sang, le Sénateur de Kango a perdu son immunité parlementaire pour répondre aux accusations contre lui formulées.

289. Auparavant, le gouvernement a décidé en 2011 de l'ouverture des sessions criminelles ordinaires et foraines dans les chefs-lieux de province. De 2011 à 2012, 78 cas de crimes de sang et 90 cas de viols sur mineurs de moins de 15 ans ont été examinés.

290. Au cours de la première session criminelle pour le compte de l'année 2014 à Libreville, 130 affaires ont été traitées dont : 51 affaires relatives aux viols sur mineurs de moins de 15 ans.

Tableau n° 9

**Cas de viols sur mineures de moins de 15 ans, traités entre 2010 et 2013  
par les Cours d'appel judiciaire de Libreville, Port-Gentil, Franceville et Mouila**

<i>Périodes</i>	<i>Nombre de viols</i>
Entre 2010 et 2011	29
Entre 2011 et 2012	41
Entre 2012 et 2013	84
Total	154

*Source* : Olivier NDEMBI, « Face à la dépravation des mœurs au Gabon. Le gouvernement peaufine les préparatifs d'une caravane d'éducation civique », L'Union, n° 11580, 14 juillet 2014, p. 6-6.

<sup>14</sup> Il y avait 5 000 femmes chrétiennes réunies lors d'un séminaire annuel de l'Alliance chrétienne et missionnaire du Gabon.

<sup>15</sup> On a noté la présence de 500 jeunes représentant les 9 provinces du Gabon réunis par le 1<sup>er</sup> camp de jeunesse de la Croix-Rouge gabonaise.

Tableau n° 10

**Chronologie de viols perpétrés de 2012 au 30 mars 2014 et publiés dans le quotidien l'Union**

<i>Date</i>	<i>Age de la victime</i>	<i>Age du violeur</i>	<i>Lieu du viol</i>
18 janvier 2012	6 ans	Une vingtaine d'années	Lébamba
31 janvier 2012	14 ans		PK 7 Libreville
1 <sup>er</sup> mars 2012	2 (deux) ans	27 ans	PK 8 Libreville
5 mai 2012	48 ans	17 ans	Nkoltang
3 juin 2012	24 ans	18 ans	Bambouchine
3 juin	24 ans	22 ans	Bambouchine
12 juin 2012	21 ans	La trentaine révolue	
1 <sup>er</sup> octobre 2012	mineur	32 ans	Franceville
30 octobre 2012	38 ans	62 ans	
3 novembre 2012	9 ans	22 ans	Derrière la Prison
3 novembre 2012	12 ans	14 ans	Derrière la Prison
18 décembre 2012	55 ans	30 ans	Fougamou
14 janvier 2013	10 ans	38 ans	Lambaréné
23 janvier 2013	18 ans	20 ans	PK 9
25 février 2013	5 ans	12 ans	Awoungou
13 mai 2013		31 ans	Lambaréné
15 mai 2013	6 ans	27 ans	Port-Gentil
24 juin 2013	13 ans	60 ans	Port-Gentil
4 juillet 2013	6 ans		Kango
1 <sup>er</sup> août 2013	15 ans	39 ans	Port-Gentil
21 octobre 2013	6 ans	40 ans	Fougamou
6 janvier 2014	13 ans	24 ans	Port-Gentil
24 janvier 2014	20 ans	32 ans	Libreville
10 février 2014	14 ans	41 ans	
19 février 2014	13 ans	69 ans	Fougamou
7 mars 2014	12 ans	65 ans	Libreville
30 mars 2014	7 ans		Mitzic
5 avril 2014	14 ans	35 ans	Port-Gentil

*Source* : Données rassemblées par Jean Baudouin ALOUNGA. L'Union, n° 11504 du 10 avril 2014, p. 15.

Tableau n° 11

**Récapitulatif des affaires traitées (violences sur les mineures) par la Brigade des mœurs de 2009 à 2011**

N°	Incriminations	2009	2010	2011
1	Infanticides	3	8	5
2	Viols sur mineurs	41	52	62
3	Viols incestueux	8	6	6
4	Enlèvement d'enfants et séquestration	8	3	
5	Séquestration		5	14
6	Détournements de mineurs	17	3	12
7	Mauvais traitement d'enfants	3	2	5
8	Trafics et exploitation d'enfants	6	3	2
9	Viols collectifs	11	10	7

Source : Service des mœurs et de la protection (Police judiciaire).

291. Malgré les efforts fournis par le Gabon à l'effet d'éradiquer la maltraitance et la violence envers les enfants, beaucoup reste à faire dans l'élaboration des procédures de prise en charge post-traumatique, le renforcement des capacités des personnels de santé et des forces de sécurité dans les techniques de criminologie. Il est, par exemple, souhaitable d'avoir au moins un médecin légiste par province pour les examens et l'établissement de certificats médicaux à des fins de poursuites judiciaires des auteurs de viols sur les enfants.

## 5. Actions d'information menées dans les établissements scolaires

292. En 2005, le Gabon a adopté le Plan d'action 2005-2009 relatif au Programme mondial d'éducation dans les domaines des droits de l'Homme qui met l'accent sur le système scolaire national. Dans ce cadre, notre pays a élaboré, en 2008, un ouvrage intitulé Manuel scolaire sur les droits de l'Homme. L'Institut pédagogique national a introduit dans les manuels d'instruction civique du primaire et du secondaire des chapitres consacrés aux droits de l'Homme en général avec une forte référence à l'enfant. Dans Mon Livret d'Éducation Civique, publié en 1995, les chapitres 15 et 16 portent sur les droits de l'enfant. Quelques chapitres en sciences de la vie et de la terre sont consacrés, entre autres, au droit à la non-discrimination par les élèves.

293. Dans les écoles, les enseignants, inculquent aux enfants leurs droits et leurs devoirs dans la société. Pour l'illustrer, le curriculum conçu pour tous les enfants en conflit avec la loi de toutes les prisons du Gabon contient un module pour les enfants des prisons qui commence par la CDE et se termine par l'étude des rapports entre l'enfant et la famille, l'enfant et la communauté, l'enfant et l'État, l'enfant et le monde extérieur, etc.

294. Le gouvernement a inscrit, pour l'année 2015, l'entame de l'exécution du projet portant intégration de l'enseignement des droits de l'Homme, y compris des droits de l'enfant, dans le système éducatif gabonais y compris les écoles de formation des enseignants, des travailleurs sociaux, des magistrats, des gendarmes et des policiers.

295. À compter de l'année académique 2013-2014, à l'Université Omar Bongo (UOB), les enseignements en droits humains, précisément pour le niveau Master II professionnel, sont dispensés au sein de la Faculté de droit et sciences économiques.

296. L'exécution du programme de renforcement des capacités des agents de l'État en milieu scolaire (les chefs d'établissements secondaires, les censeurs, les surveillants, les agents sociaux et personnel soignant) centré sur les violences faites aux enfants et sur le respect des droits de l'enfant a continué à Tchibanga et Mouila en 2014.

297. À ce jour, le gouvernement a sensibilisé et formé plus de 328 surveillants généraux des écoles primaires, des collèges et lycées sur la diffusion et le respect de la CDE dans les établissements scolaires.

298. Au Gabon, l'abus des violences contre les enfants est une problématique devenue si récurrente qu'il est désormais difficile d'empêcher aux langues de se délier. De nombreuses victimes parviennent à s'exprimer tandis que quelques autres restent tout simplement réduites au silence pour diverses raisons alors qu'il est plus qu'urgent de franchir les limites et de briser le tabou.

299. En ce sens, l'ONG Samba Mwanas, a mené, en 2012-2013, une campagne de conscientisation et d'éducation préventive dans certains établissements secondaires de l'Estuaire sur les abus sexuels et les violences faites aux enfants. Au cours de celle-ci, 313 enfants dont 82 garçons et 231 filles ont révélé avoir été victimes d'abus sexuels et de violences de tout genre, aussi bien au sein de leur cellule familiale qu'à l'école et dans la rue. Il a été révélé 70 cas de viol, 61 d'inceste, 53 de harcèlement sexuel, 47 d'attouchement sexuel, 31 d'homosexualité, 18 d'exhibition sexuelle, 12 de violence physique, 6 de pornographie, 6 d'abus dus aux rites, 4 de pédophilie et 3 d'excision.

300. À la suite de cette campagne, cette ONG a réalisé un spot publicitaire dont les enfants eux-mêmes étaient les principaux acteurs.

301. Selon l'ONG Samba Mwanas, entre 2013 et 2014, sept personnes ayant perpétré des violences envers des enfants ont été incarcérés : un enseignant, un militaire, trois pères, un voisin, un grand-père.

Tableau n° 12

**Typologie des abus et violences dénoncés par les élèves au cours d'une campagne de sensibilisation réalisée par l'ONG Samba Mwanas dans les établissements secondaires de l'Estuaire en 2012**

N°	Type d'abus ou de violence	Nombre	Pourcentage
1	Viols	30	25 %
2	Harcèlement sexuel	19	15,83 %
3	Exhibition sexuelle	18	15 %
4	Attouchements sexuels	12	10 %
5	Inceste	12	10 %
6	Violences physiques	7	5,83 %
7	Homosexualité	7	5,83 %
8	Rituels	6	5 %
9	Pédophilie	4	3,33 %
10	Excisions	3	2,5 %
11	Pornographie infantile	2	1,67 %
Total		120	100 %

Source : ONG SAMBA MWANA. Conscientisation et éducation préventive sur les abus sexuels et violences envers les enfants. Rapport d'activité. 2012, p. 15.

Tableau n° 13

**Nombre d'abus par environnement**

N°	Type d'environnement	Nombre
1	Famille	70
2	École	33
3	Rue	17
Total		120

Source : ONG SAMBA MWANAS. Conscientisation et éducation préventive sur les abus sexuels et violences envers les enfants. Rapport d'activité. 2012, p. 16.

Tableau n° 14

**Ampleur des abus par environnement**

N°	Type d'environnement	Pourcentage
1	Famille	64 %
2	École	25 %
3	Rue	11 %
Total		100 %

Source : ONG Samba Mwanas, novembre 2014.

Tableau n° 15

**Abus et violences les plus fréquents par environnement**

Type d'abus ou de violence	Famille	Rue	École
Viols	x	x	-
Attouchements sexuels	x	-	x
Harcèlement sexuel	x	-	x
Pédophilie	x	x	-
Inceste	x	-	-
Excisions	-	-	-
Exhibition sexuelle	x	-	x
Pornographie infantile	x	x	-
Homosexualité	-	-	x
Rituels	x	x	-
Violences physiques	x	x	-

Source : ONG SAMBA MWANA. Conscientisation et éducation préventive sur les abus sexuels et violences envers les enfants. Rapport d'activité. 2012, p. 17.

302. En 2014, l'ONG Samba Mwanas a conscientisé d'une part les enseignants des méfaits résultant des violences et abus sexuels imposés aux enfants. D'autre part, elle a entretenu les élèves de la nécessité de briser le silence autour d'une perversion entretenue par des adultes à l'école, dans les foyers.

303. Présents à la rencontre d'Owendo, officiers de police judiciaire, membres des différentes juridictions, agents des administrations publiques d'affaires sociales, personnes en charge des centres d'accueil des enfants de la rue et victimes de trafic, etc., ont convenu

de la nécessité de prendre ce problème à bras-le-corps et d'envisager les solutions avec beaucoup plus de sérieux.

304. En somme, de novembre 2012 à novembre 2014, l'ONG Samba Mwanas a mené des actions en vue de faire cesser toute violence faite aux enfants.

Tableau n° 16

**Actions menées par l'ONG Samba Mwanas de novembre 2012 à novembre 2014**

<i>Nature de l'action</i>	<i>Cibles</i>
Conscientisation et éducation préventive dans les établissements scolaires	Élèves et personnels d'encadrement scolaires
Conscientisation au cours des ateliers intercommunautaires	Élus locaux, chefs coutumiers, chefs religieux, associations des parents d'élèves, chefs de quartiers, chefs d'établissements scolaires
Suivi psychosocial des victimes	Enfants victimes et leurs familles
Accompagnement médical, judiciaire et juridique	Enfants victimes

*Source* : ONG Samba Mwanas, novembre 2014.

Tableau n° 17

**Synthèse des activités réalisées par l'ONG Samba Mwanas entre novembre 2012 et novembre 2014**

	<i>Nombre</i>
Adultes sensibilisés	2 427
Enfants/jeunes sensibilisés	20 134
Cas de violences à caractère sexuels relevés	1 560
Morts déclarés	3
Établissements scolaires atteints	104

*Source* : ONG Samba Mwanas, novembre 2014.

305. Enfin, le gouvernement, avec le concours technique de l'ONG SIFOS, en partenariat avec l'Unicef, a organisé en 2014 à Libreville un séminaire de formation des jeunes pairs éducateurs sur la CDE. Plusieurs jeunes élèves venus des établissements de la capitale ont suivi cette formation qui leur a permis de connaître leurs droits et devoirs.

## **6. Actions menées par les services de police en direction des enfants vulnérables**

306. Le gouvernement a pris l'ordonnance n° 59/76 du 1<sup>er</sup> octobre 1976 portant protection des mineurs et interdisant aux mineurs de moins de 21 ans de se retrouver dans les lieux publics après 21 heures. L'article 2 de cet ordonnance interdit les mineurs de 16 ans de fréquenter les bars, dancing, boîtes de nuit, night clubs et tout autre établissement de ce genre.

307. Par ailleurs, l'article 108 du décret n° 103/PR du 14 février 2012 portant promulgation de la loi n° 21/2011 portant orientation générale de l'éducation, de la formation et de la recherche stipule que « Sont interdits en milieu scolaire et universitaire le

commerce ou la consommation, sous quelle que forme que ce soit, tant à l'intérieur qu'aux abords des établissements, de l'alcool, de la drogue ou des stupéfiants ainsi que toute autre substance nocive présentant un danger pour la santé, l'environnement scolaire et universitaire ainsi que pour l'ensemble de la communauté éducative ».

308. Le Code pénal, quant à lui, sanctionne les cafetiers, cabaretiers et autres débitant ayant reçu dans leurs établissements des mineurs âgés de moins de 18 ans. Ainsi, par exemple, selon l'article 209 bis 1 : « seront punis d'un emprisonnement de 1 mois à un an et d'une amende de 20 000 à 200 000 francs ou l'une de ces deux peines seulement, les cafetiers et autres débiteurs qui auront donné à des personnes manifestement ivres ou qui auront reçu dans leur établissement ou auront servi des spiritueux et des boissons alcoolisées à des mineurs de moins de 18 ans sauf si elles appartiennent à sa famille ».

309. Aussi, sur fondement de rappel fait au Gouvernement par le Chef de l'État, de l'obligation constitutionnelle qui incombe à l'État d'assurer « la protection de la jeunesse contre l'exploitation, l'abandon moral, intellectuel et physique », le Conseil des ministres du 8 novembre 2010 a-t-il instruit les ministres concernés de tout mettre en œuvre pour veiller à ce qu'aucun enfant en âge scolaire, gabonais ou étranger, vivant en République gabonaise, ne soit exploité de quelle que manière que ce soit. À ce titre, tout parent qui laissera désormais son enfant à l'abandon ou qui ne signalera pas toute fréquentation contraire aux lois et aux bonnes mœurs s'expose à des poursuites prévues par la loi et dont le renforcement en cours vise à prévenir et, au besoin, à réprimer tout comportement déviant ainsi que toute consommation, détention ou commercialisation des drogues et produits assimilés.

310. En application des précédentes dispositions, les bars et débits de boisson jouxtant les établissements scolaires de Libreville et Owendo ont été définitivement fermés en juin 2012 lors des opérations menées conjointement par les responsables municipaux, le parquet de Libreville et la police nationale.

311. Une dizaine de tenanciers de bar et une quarantaine d'élèves en tenue ont été interpellés le 7 février 2013 dans les différents quartiers de Libreville à la suite d'une descente faite par le procureur de la République et ses collaborateurs accompagnés des forces de police nationale. À cette occasion, ils ont procédé à l'arrestation des mineurs, des élèves en uniforme scolaire et des gérants qui leur servaient des boissons alcoolisées. Après leur audition, les élèves ont recouvré leur liberté. Quant aux tenanciers de bars, ils ont été placés en garde à vue conformément à l'article 209 bis du Code pénal.

312. Depuis 2005, la police nationale mène des actions ciblées à l'effet de décourager les auteurs des infractions visées par le Protocole.

Tableau n° 18

**Principales opérations ciblées de la police à Libreville**

<i>Date</i>	<i>Actions</i>
Mars 2005	Opération ciblée contre le trafic et l'exploitation au marché Mont-Bouet
28 décembre 2005	Opération ciblée contre le trafic et l'exploitation
30 janvier 2006	Opération ciblée contre le trafic et l'exploitation avec la DGAS
5 mai 2006	Opération ciblée contre la mendicité (les Talibé)
14 juin 2006	Opération ciblée contre le trafic et l'exploitation
13 décembre 2006	Opération ciblée contre le trafic et l'exploitation
20 juillet 2007	Opération ciblée contre la prostitution et l'exploitation

*Source* : Service des mœurs et de la protection (Police judiciaire).



313. En décembre 2010, une opération de police dénommée « BANA » portant sur la traite des enfants a été menée à Libreville et Owendo. Cette opération a vu la participation de 112 fonctionnaires, agents de force de défense et de sécurité ainsi que les travailleurs sociaux. Cette opération a favorisé le renforcement des capacités de 180 acteurs (magistrats, médecins, OPJ, TS, ONG civiles ou religieuses) sur la lutte contre l'exploitation transfrontalière des enfants, la pédopornographie, la pédophilie, les violences sexuelles, le travail précoce.

314. L'opération « BANA » a permis le retrait de 142 enfants de dix nationalités qui ont été placés dans des centres d'accueil et de transit pour une identification au cas par cas en vue de leur réinsertion dans leur pays d'origine ou dans celui d'accueil. Les 17 présumés trafiquants et leurs complices ont été auditionnés par la police nationale et la gendarmerie, et mis à la disposition de la justice.

315. La récurrence des infractions visées par le Protocole peut s'expliquer, en partie, par l'ampleur du phénomène des enfants des rues, particulièrement vulnérables. D'où l'intervention régulière de la police.

Tableau n° 19

**Répartition des enfants des rues par nationalité**

<i>Nationalité</i>	<i>Sexe</i>		<i>Total</i>
	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	
Enfants de nationalité gabonaise	534	61	595
Enfants de nationalité étrangère			
Mali	8	0	8
Bénin	8	10	18
Congo	6	0	6
Tchad	1	0	1
RCA	1	0	1
Cameroun	11	6	17
Angola	1	0	1
Côte d'Ivoire	1	0	1
Guinée Conakry	1	0	1
Ghana	0	1	1
Nigéria	5	0	5
Togo	1	0	1
Niger	1	0	1
Burkina Faso	1	0	1
Total enfants étrangers	46	17	63
Total	580	78	658

Source : Gabon – Unicef. Analyse de la situation des enfants des rues au Gabon, 2013.

Tableau n° 20  
Estimatif des enfants des rues par sexe et par ville

Provinces		Sexe				Total	
		Garçons		Filles			
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Estuaire	Libreville	191	20,03	6	0,91	197	29,94
	Owendo	20	3,04	1	0,15	21	3,19
	Ntounm	12	1,82	9	1,37	21	3,19
Haut Ogooué	Franceville	45	6,84	7	1,06	52	7,90
	Moanda	14	2,13	0	0,00	14	2,13
Moyen Ogooué	Lambaréné	28	4,26	5	0,76	33	5,02
Ngounié	Mouila	49	7,45	1	0,15	50	7,60
Nyanga	Tchibanga	44	6,69	8	1,22	52	7,90
Ogoué Ivindo	Makokou	20	3,04	4	0,61	24	3,65
	Boué	7	1,06	0	0,00	7	1,06
Ogooué Lolo	Koulamoutou	38	5,78	16	2,43	54	8,21
	Lastourville	6	0,91	6	0,91	12	1,82
Ogooué Maritime	Port-Gentil	73	11,09	2	0,30	75	11,40
WoleuNtem	Oyem	27	4,10	9	1,37	36	5,47
	Bitam	6	0,91	4	0,61	10	1,52
Total		580	88,15	78	11,85	658	100,00

Source : Gabon – Unicef. Analyse de la situation des enfants des rues au Gabon, 2013.

Tableau n° 21  
Répartition de la moyenne d'âge des enfants des rues par sexe et par localité

Provinces		Sexe		Ensemble
		Garçons	Filles	
		Moyenne d'âge	Moyenne d'âge	
Estuaire	Libreville	14,69 ans	12,77 ans	13,73 ans
	Owendo	15,83 ans	15,74 ans	15,65 ans
	Ntoun	14,50 ans	14,44 ans	14,48 ans
Haut Ogooué	Franceville	14,32 ans	14,25 ans	14,29 ans
	Moanda	12,62 ans	-	-
Moyen Ogooué	Lambaréné	15,55 ans	15,50 ans	15,53 ans
Ngounié	Mouila	14,55 ans	14,79 ans	15,03 ans
Nyanga	Tchibanga	14,95 ans	16,67 ans	15,25 ans
Ogooué Ivindo	Makokou	14,80 ans	14,25 ans	14,71 ans
	Boué	11,71 ans	-	-
Ogooué Lolo	Koulamoutou	13,46 ans	13,88 ans	13,59 ans
	Lastourville	16,17 ans	16 ans	16,08 ans

<i>Provinces</i>		<i>Sexe</i>		<i>Ensemble</i>
		<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	
		<i>Moyenne d'âge</i>	<i>Moyenne d'âge</i>	
Ogooué Maritime	Port-Gentil	15,58 ans	16,50 ans	16,04 ans
WoleuNtem	Oyem	12,87 ans	9 ans	12,47 ans
	Bitam	14,00 ans	11,75 ans	13,1 ans
Total		14,38 ans	14,48 ans	14,76 ans

*Source* : Gabon – Unicef. Analyse de la situation des enfants des rues au Gabon, 2013.

## 7. Actions particulières menées en direction des mineurs étrangers isolés

316. Le Gabon a mené des actions particulières en direction des réfugiés, en général, et des mineurs étrangers isolés, en particulier.

317. En ce sens, au plan normatif, on relève :

- La loi n° 5/98 du 5 mars 1998 portant statut des réfugiés en République gabonaise;
- Le décret n° 646/PR/MAECF du 19 juillet 2000 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Sous-Commission d'Éligibilité;
- Le décret n° 648/PR/MAECF du 19 juillet 2000 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour les Réfugiés;
- L'arrêté n° 1145/PM/MAEC instituant la carte d'identité de réfugiés et fixant les modalités de délivrance et renouvellement.

318. En dépit de l'insuffisance des moyens financiers, la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) ne rencontre pas des problèmes d'ordre organisationnel. Elle s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant qui stipule que tout enfant a droit à la protection et à la prise en charge effective. Cette Commission s'appuie également sur l'article 10 de la loi n° 5/98 du 5 mars 1998 portant statut des réfugiés en République gabonaise qui dispose que le réfugié bénéficie du même traitement que les nationaux en ce qui concerne l'accès à l'éducation, les droits d'inscription scolaire et universitaire, les frais des centres des œuvres universitaires ainsi que les avantages sociaux liés à l'exercice d'une activités professionnelle ou non.

319. Par ailleurs, l'arrivée, la protection, la prise en charge et, le cas échéant, le retour des mineurs nécessitent l'implication de plusieurs ministères conformément aux dispositions du décret n° 646/PR/MAECF du 19 juillet 2000 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Sous-Commission d'Éligibilité. Il s'agit notamment du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de la justice, du Ministère de la défense, du Ministère des finances, du Ministère du travail, du Ministère de l'enseignement supérieur, du ministère de l'intérieur, du ministère du transport, du ministère de la santé, du Ministère de l'éducation nationale, du Ministère des affaires sociales, du représentant des ONG reconnues en matière des droits de l'homme.

### Renforcement de la protection des enfants réfugiés

320. La loi n° 5/98 portant statut de réfugié en République gabonaise ne mentionne pas explicitement les questions de protection de l'enfant réfugié, cependant, les dispositions légales relatives à la protection de l'enfant contenues dans les alinéas 8, 16, 17 et 18 de

l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution de la République gabonaise s'appliquent également aux enfants réfugiés.

321. Par ailleurs, la Commission nationale des réfugiés n'enregistre pas assez de cas des mineurs seuls car la plupart des enfants sont accompagnés. Par conséquent, ce sont les parents qui les accompagnent qui donnent les informations relatives au parcours et aux raisons de leur départ de leurs pays. Ces raisons sont généralement liées à la guerre, aux viols, etc.

322. Entre 2007 et 2011, aucun cas de mineur non accompagné n'a été enregistré. Si certains enfants ont été à un moment ou à un autre séparés involontairement de leurs parents biologiques, ils ont pu être pris en charge par d'autres membres de famille qui ont, par l'effet de la coutume, une responsabilité vis-à-vis d'eux. Dans beaucoup de cas, il a été difficile d'établir le lien exact de parenté, les chefs de famille présentant ces enfants comme les leurs. Aucun cas de maltraitance de ces enfants n'a été porté à la connaissance de la Représentation du HCR. Il n'a été constaté aucun cas d'abus ou d'exploitation d'enfants réfugiés au travail à l'issue des enquêtes réalisées jusqu'à présent.

323. Les mesures prises à l'arrivée des mineurs sont liées à leur protection, leur scolarisation et leur accès aux soins de santé.

#### **Détermination juste et efficace du statut**

324. En ce qui concerne le statut dérivatif, celui-ci est accordé en application de l'alinéa 1 de l'article 3 de la loi relative au statut de réfugié au Gabon. Toutefois, dans la pratique, la Sous-Commission d'Éligibilité qui examine cette question estime qu'en ce qui concerne les membres des familles qui rejoignent le réfugié par la suite, ceux-ci doivent justifier d'une entrée régulière sur le territoire gabonais et présenter des documents de l'État civil prouvant le lien de parenté. Le statut dérivatif ne s'applique au Gabon que par rapport aux enfants mineurs et aux conjoints.

#### **Documentation d'état civil**

325. Les autorités sont tenues de délivrer des documents d'État civil aux personnes relevant de la compétence du HCR. Les actes d'État civil sont émis par l'officier d'État civil qu'est le maire des agglomérations urbaines et le préfet dans les autres localités des provinces. Il a été, cependant, noté jusqu'à il y a plusieurs années que dans certaines localités reculées où les réfugiés sont plus nombreux, les autorités compétentes ont émis des réticences à délivrer des actes de naissance pour les enfants réfugiés et demandeurs d'asile. Le HCR a dû relever cela avec lesdites autorités mais la déclaration de naissance étant forclosée, les parents de ces enfants ont été obligés de passer par une procédure judiciaire pour obtenir les actes de naissance pour leurs enfants. La sensibilisation conduite, à cet effet, a permis que les autres enfants puissent bénéficier d'actes de naissance.

326. Dans l'ensemble, le Gabon assure le meilleur traitement possible aux réfugiés résidants sur le territoire, en conformité de la loi, leur garantissant l'accès aux tribunaux, au logement, à la santé, à l'éducation, etc. Le bureau du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), installé au Gabon, supervise, sans entrave, les problèmes posés en la matière.

## **8. Prévention spéciale – enfants vulnérables**

#### **Programmes et stratégies de prévention**

327. Le volet prévention est l'un des axes prioritaires autour desquels le Gabon a bâti sa politique nationale en matière de lutte contre la traite des enfants. Le Gouvernement n'a ménagé aucun effort pour mener des campagnes de sensibilisation à l'endroit de toutes les

couches sociales en général et des communautés des pays pourvoyeurs installées sur le territoire national en particulier.

328. En 2013, l'ONG SIFOS, en collaboration avec la Direction nationale de l'enseignement privé catholique, a entamé l'exécution du programme national de sensibilisation sur les violences faites aux enfants dans les écoles, collèges et lycées de l'enseignement catholique.

329. De plus, le Gabon procède à l'installation des Comités de vigilance pour la prévention et la lutte contre la traite des enfants dans les provinces (dont les dernières datent de 2011) qui s'achève en principe par une campagne de sensibilisation et d'information à l'endroit des provinces concernées.

330. L'État partie poursuit son engagement dans l'éducation, la sensibilisation et l'application de la CDE auprès de toutes les couches sociales. De tous les instruments internationaux, la CDE est celui qui est le plus diffusé au Gabon.

Tableau n° 22

**Activités liées à la diffusion des principes et dispositions de la CDE**

<i>Acteur de mise en œuvre</i>	<i>Population ciblée</i>	<i>Date et lieu</i>	<i>Thème</i>	<i>Nombre de personnes atteintes</i>
Ministère en charge des droits de l'Homme	Surveillants généraux des établissements secondaires	Libreville, 2010 Oyem, 2011 Makokou, 2011	Formation à la maîtrise et à la pratique de la CDE dans les écoles	Libreville : 128 Oyem : 100 Makokou : 100
Ministère en charge des droits de l'Homme	Chefs de classes des lycées et collèges	Libreville et Owendo, 2008 et 2009	Formation des pairs éducateurs sur la CDE	60 pairs éducateurs formés
Ministère en charge des droits de l'Homme	Membres de la société civile	Libreville, 2011	Mise en réseau et spécialisation de la société civile par thématique des droits de l'enfant	200 ONG et associations formées
Ministère en charge des droits de l'Homme	Communautés d'enfants	Libreville avec diffusion sur les médias	Journée de l'enfant africain Anniversaire de la CDE	Activités menées par les enfants encadrés par des ONG à l'endroit d'autres enfants
Comité de suivi de la lutte contre la traite des enfants	Responsables politiques, administratifs, religieux et communautaires	Libreville, Port Gentil, Oyem, Franceville, Lambaréné, Tchibanga et Mouila (2004...)	Prévention et lutte contre la traite des enfants	120 leaders par province
Comité de suivi de la lutte contre la traite des enfants	Commerçants et chefs d'entreprises	Libreville, Port Gentil, Oyem, Franceville, Lambaréné, Tchibanga et Mouila (2004...)	Sensibilisation sur l'interdiction du travail des enfants	7 grands marchés atteints dans les capitales provinciales
Ministère en charge de la famille et des affaires sociales	Familles et communautés protégeant les enfants orphelins	9 capitales provinciales depuis 2008 Couverture médiatique nationale	Sensibilisation aux droits des orphelins Journées de l'orphelin	Plus de cent familles atteintes directement Plus de 200 orphelins sensibilisés

<i>Acteur de mise en œuvre</i>	<i>Population ciblée</i>	<i>Date et lieu</i>	<i>Thème</i>	<i>Nombre de personnes atteintes</i>
Ministère en charge de la famille et des affaires sociales	Travailleurs sociaux	9 provinces	Sensibilisation sur les instruments internationaux de protection	309 travailleurs sociaux formés directement
Ministère en charge de la famille et des affaires sociales	Filles et garçons des plages	Plages de Libreville	Sensibilisation à la prévention des violences sexuelles	Utilisation des SMS et des numéros verts
ONG SIFOS	Artisans et commerçants béninois et togolais	Ambassade du Bénin à Libreville, 2009	Prévention de la traite des enfants	50 chefs de communautés atteints
ONG SIFOS	Familles	Libreville, Owendo, Kango, Ntoun	Droits des enfants à la protection contre la traite et le travail forcé	2 000 foyers atteints par le porte à porte
ONG SIFOS	Élèves	Libreville, 19 – 20 mars 2014	Formation des pairs éducateurs sur la CDE	120 jeunes pairs éducateurs des écoles, collèges et lycées ont été formés à la CDE et à l'identification des victimes de violences dans le milieu scolaire et dans les communautés.
ONG SIFOS	Enfants, élèves, adolescents et personnes âgées	Libreville 2014	Sensibilisation sur le CDE	Plus de 20 000 enfants, jeunes, adolescents et de personnes âgées ont été sensibilisés.  Au cours de cette campagne l'ONG SIFOS a distribué 624 exemplaires du « Guide de mes droits et de mon avenir » aux enfants <sup>16</sup> .
ONG Samba Mwanas	Élèves et personnel d'encadrement des établissements secondaires	Cocobeach, Ntoun, Libreville, Owendo, Akanda (2012-2014)	Les abus sexuels et violences envers les enfants	12 300 jeunes et 50 encadreurs ont été sensibilisés

*Source* : Synthèse réalisée par le Comité national de rédaction des rapports sur les droits de l'Homme au Gabon.

331. Un séminaire de renforcement des capacités des auxiliaires de l'administration (agents de l'État, chefs de quartier et élus locaux, les OPJ) sur la maîtrise et la pratique des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'Homme auxquels le Gabon est lié et plus précisément la CDE a été organisé à Port Gentil. L'objectif visé était d'améliorer les capacités, les pratiques de toutes les personnes qui sont en contact régulier avec les enfants.

332. De nombreuses personnalités tant locales qu'internationales sont désormais des partenaires du Gouvernement dans l'exécution des programmes de sensibilisation et de mise en œuvre de la CDE. Ainsi, par exemple, la Première Dame du Gabon, Sylvia Bongo Ondimba, et les grandes vedettes du football notamment le Roi Pelé et Samuel ETHO'O

<sup>16</sup> Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 42 de la CDE, l'ONG SIFOS a élaboré un fascicule intitulé « Guide de mes droits et de mon avenir ». Ce guide est une réplique du texte intégral de la CDE mais traduit en français facile et illustré (avec beaucoup de couleurs).

ont été des agents du changement du comportement sur la prévention du VIH pendant la Coupe d'Afrique des Nations de janvier-février 2012.

333. Les femmes parlementaires ont créé une association pour la promotion des comportements respectant les droits de la femme et de l'enfant. Elles utilisent les tournées parlementaires dans leurs circonscriptions électorales pour sensibiliser sur un certain nombre de droits humains.

334. Les 9 gouverneurs des provinces sont, conformément à la loi n° 09/2004 du 21 septembre 2004 relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des enfants en République gabonaise, les présidents des comités de suivi de la lutte contre la traite des enfants.

335. Les maires, présidents des conseils départementaux, chefs de quartiers, chefs de cantons, chefs de regroupements ou de villages, représentants des confessions religieuses, ont été formés ou sensibilisés sur la CDE, les pratiques néfastes, la survie de l'enfant par la vaccination et le déparasitage, le développement de l'enfant.

336. On relève également la diffusion pendant un mois de spots publicitaires, sous forme de comédie et de SMS, sur l'interdiction de la spoliation des veuves et orphelins et leur droit à la protection.

337. Outre les campagnes de sensibilisation, des formations ciblées ont été organisées à l'endroit de :

- 80 officiers de police judiciaire et magistrats, sur les droits de l'enfant et les techniques de prise en charge des victimes d'abus sexuels, d'exploitation et de violence en 2009, 2010 et 2011;
- 210 sénateurs et députés sur la CDE et surtout le travail des enfants et la traite transnationale en 2011;
- Au moins 200 assistants sociaux et éducateurs spécialisés de l'action sociale, sur l'approche de prise en charge psychosociale basée sur les droits de l'enfant;
- 4 juges de mineurs, 25 gardes pénitentiaires, 12 sous-officiers du génie militaire et 20 professeurs de l'enseignement technique, sur la CDE appliquée aux enfants en conflit avec la loi dans le respect des Règles de Beijing.

338. Au plan institutionnel, notre pays a créé l'Observatoire national des droits de l'enfant (ONDE) dont le rôle est de sensibiliser, informer et conseiller les différentes instances concernées par la protection des droits de l'enfant tant à l'échelle nationale que régional.

## V. Assistance et coopération internationale

339. Au Gabon, la CNPEVT, les forces de sécurité et de défense et les autorités judiciaires compétentes prennent toutes les mesures nécessaires, y compris à travers la coopération internationale, pour protéger l'enfant victime de traite.

### Article 6

**1. Les États Parties s'accordent l'entraide la plus large possible pour toute enquête, procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, y compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.**

**2. Les États Parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité ou accord d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les États Parties s'accordent cette entraide conformément à leur droit interne.**

340. Même si le Gabon ne dispose pas de législation globale sur l'entraide judiciaire et que jusqu'alors aucune demande d'entraide liée aux infractions visées par le Protocole n'a été adressée à notre pays, en l'état des données juridiques présentes, l'entraide judiciaire est possible lorsqu'elle s'appuie sur des conventions bilatérales ou multilatérales élaborées sur la base des dispositions légales internes et le principe de réciprocité. En effet, sur cette base, le Gabon et un autre État peuvent coopérer pénalement dans un dossier concernant les infractions visées par le protocole en se fondant sur des règles et actions applicables en droit interne pour l'exécution des demandes d'entraide judiciaire.

341. Le 28 janvier 2004, un Accord de coopération judiciaire a été signé entre les États membres de la CEMAC. Par cet Accord, les États parties se sont engagés à s'accorder mutuellement l'aide judiciaire la plus large possible dans toute procédure visant les domaines pénal, civil, commercial, administratif, des personnes et de la famille (art. 2 de l'Accord).

342. Aussi, l'article 14 de cet Accord dispose-t-il que :

« Conformément à leurs lois et règlements en vigueur, les parties contractantes prennent les mesures nécessaires pour s'entraider dans la recherche, la poursuite et l'arrestation des personnes impliquées dans les faits de traite des personnes.

L'assistance à cet égard inclut au minimum :

- a) L'identification et la localisation des personnes suspectées de traite de personne ou de faciliter la commission de l'infraction ou d'une infraction connexe;
- b) L'identification et la localisation des victimes;
- c) La signification des actes judiciaires;
- d) Le recueil de témoignages ou de dépositions;
- e) La perquisition, la saisie, le gel et la confiscation des produits ou des instruments du crime;
- f) La mise à disposition des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des dossiers administratifs, bancaires, financiers et commerciaux ou des documents de sociétés;
- g) L'examen d'objets et la visite des lieux;
- h) La mise à disposition des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts;
- i) La facilitation de la comparution des témoins;
- j) Le transfert temporaire des personnes gardées à vue pour comparaître comme témoins dans l'État requérant;
- k) La protection et la fourniture des soins et des services de bien-être social aux victimes de la traite, coopérant à l'enquête et aux poursuites judiciaires;
- l) La production d'archives judiciaires ou officielles;
- m) L'identification ou la localisation des produits du crime, des biens des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve;



n) L'arrestation ou la détention de toute personne impliquée en vue de son extradition;

o) L'application dans l'État requis des jugements en matière criminelle prononcés dans l'État Partie requérant dans les limites mentionnées par la loi de la Partie requise ».

343. De façon spécifique, le Gabon et la France ont signé le 23 juillet 1963, la « Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition ».

344. L'entraide judiciaire entre le Gabon et les autres pays du monde est régie par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dite Convention de Palerme, dont notre pays est Partie depuis le 10 décembre 2004. Ladite Convention établit un cadre universel pour la mise en œuvre d'une coopération policière et judiciaire internationale permettant d'améliorer la prévention et la répression des phénomènes de criminalité organisée.

#### Article 10

**1. Les États Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coopération internationale par des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux ayant pour objet de prévenir, identifier, poursuivre et punir les responsables d'actes liés à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants, à la pornographie et au tourisme pédophiles, ainsi que d'enquêter sur de tels actes.**

345. Pour rester en conformité avec l'article 10 du Protocole, le Gabon a signé l'Accord multilatéral d'Abuja en 2006 sur la coopération régionale entre la CDEAO et la CEEAC pour prévenir et lutter contre la traite transnationale. Cet accord vise les objectifs suivants :

- Développer un front commun afin de prévenir, supprimer et punir la traite des personnes par la coopération au niveau international;
- Protéger, réhabiliter, réintégrer, réinsérer les victimes de traite à leur environnement d'origine quand c'est nécessaire;
- S'entraider dans l'investigation, l'arrestation et la poursuite des coupables à travers l'autorité centrale compétente de chaque État;
- Promouvoir la coopération amicale entre les Parties dans la perspective d'atteindre ces objectifs.

346. Ledit Accord s'applique à la lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, notamment dans les domaines de la prévention, la répression, la protection, le rapatriement, la réunification, la réhabilitation, la réintégration et la coopération.

347. Depuis la signature de cet Accord, le Gabon a élaboré une feuille de route sur la prévention de la traite et matérialisé cet accord par les actions du CNSLTE énumérées plus haut.

348. Le Gabon a également signé ou ratifié un certain nombre d'instruments internationaux en l'espace de 10 ans.

349. Notre pays a joué un rôle important dans le processus ayant conduit à la signature d'une résolution sur la lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en collaboration avec la CEEAC. Il a d'ailleurs été remercié pour avoir accepté d'accueillir la réunion des experts régionaux.

**2. Les États Parties encouragent la coopération internationale pour aider à la réadaptation physique et psychologique des enfants victimes, à leur réinsertion sociale et à leur rapatriement.**

350. Bien qu'il n'y ait pas encore un accord bilatéral dûment signé avec le Bénin et les autres pays pourvoyeurs d'enfants, le Gabon coopère étroitement avec les pays concernés en vue de d'assurer la réadaptation physique et psychologique ainsi que la réinsertion sociale et le rapatriement des enfants victimes.

351. En ce sens, le Manuel de procédures de prise en charge des enfants victimes de traite prévoit que les ambassades sont chargées de :

- L'établissement de la véritable filiation de la victime, de fournir aux autorités compétentes du pays d'origine les informations nécessaires pour la recherche de la famille naturelle de la victime;
- La délivrance des documents consulaires.

352. Les ambassades contribuent à la prise en charge du coût du rapatriement conformément au point (g) de l'article 11 de l'Accord multilatéral de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre.

353. Concrètement, dans le cadre de la recherche d'une solution durable, le CENPEVT/le Comité de vigilance, en coordination avec le Comité de suivi et les représentants de l'Ambassade du pays d'origine doit initier la recherche de documentation et d'informations provenant du pays d'origine de l'enfant afin d'évaluer si l'environnement est propice ou non à la réunification familiale et/ou communautaire de l'enfant et au retour dans son pays d'origine.

354. Le ministère de l'intérieur, par le biais d'INTERPOL, peut également saisir les autorités administratives compétentes du pays d'origine de l'enfant pour l'obtention d'informations et de documentation nécessaires pour permettre au CNPEVT en collaboration avec le Comité de suivi, de prendre une décision fondée concernant sur le placement de l'enfant.

355. Au moment du retour de l'enfant, l'ambassade concernée établit le laissez-passer nécessaire au voyage et informe les autorités compétentes du pays d'origine de l'arrivée de l'enfant.

**3. Les États Parties s'attachent à renforcer la coopération internationale pour éliminer les principaux facteurs, notamment la pauvreté et la sous-développement, qui rendent les enfants vulnérables à la vente, à la prostitution, à la pornographie et au tourisme pédophiles.**

356. Le programme spécial d'auto-assistance de l'Ambassade des USA au Gabon accorde régulièrement des subventions aux associations, coopératives et à des petites entreprises pour le développement communautaire à travers le pays. Ce programme finance des activités dans divers secteurs parmi lesquels l'agriculture, l'élevage, l'écotourisme ou tourisme communautaire, la préservation de l'environnement, l'éducation, le micro-entrepreneuriat, la santé et le domaine social.

357. Le Fonds spécial d'auto-assistance de l'ambassadeur est un programme qui octroie directement des financements à des micro-projets socio-économiques initiés par les groupements communautaires pour améliorer le bien-être social. En 2013, l'Ambassade a accordé des subventions pour un montant de 17,5 millions de francs dans les secteurs de la santé communautaire et de l'entrepreneuriat.

358. En 2013, les bénéficiaires étaient : l'association « Chaîne de l'espoir », « La Clinique la main de dieu », l'association « le regard », le « Forum des femmes éducatrices africaines », la « Solidarité des femmes autochtones du Gabon », la « Fondation la Colombe », « Les journées médicales d'ophtalmologie », l'École privée « Sainte Gèneviève » et la « Lutte contre la dépigmentation de la peau ».

359. Le Ministre de la Famille a remis les parchemins à 25 jeunes femmes âgées de 16 à 35 ans après leur formation en alphabétisation fonctionnelle axée sur le petit commerce. Financés à hauteur de 7 500 000 f par l'Unesco, cette formation, la 3<sup>e</sup> du genre, s'inscrit dans le cadre du programme de participation 2012-2013 de l'Unesco. Initiée en 2009, le programme d'alphabétisation fonctionnelle a, à ce jour, permis la formation de 45 jeunes femmes.

360. Le projet d'appui de la formation et insertion professionnelle (APIP), financé à hauteur de 3,4 milliards de francs par le Fonds européen de développement (FED), a été lancé le 18 octobre 2013 à Libreville. Ce projet met l'accent sur la formation et l'insertion au monde du travail de 2000 jeunes d'ici 2018.

361. Il prévoit que les jeunes les plus entreprenants puissent non seulement apprendre un métier mais également bénéficier d'un accompagnement pour se lancer à leur propre compte pour la promotion de l'auto-emploi et la création des PME.

362. Dans le cadre du programme de coopération 2012-2016 entre le Gabon et le FNUAP, la réinsertion sociale des jeunes filles vulnérables demeure une grande priorité. À cet effet, durant cette période, le FNUAP met un accent particulier sur la formation, la mise en place d'activités génératrices de revenus et l'octroi du matériel de lancement. À ce titre, un atelier s'est tenu en janvier 2013 à l'Office National de l'Emploi, réunissant une quarantaine de jeunes filles vulnérables. Le but de cette formation était de permettre l'autonomisation de ces jeunes filles.

**4. Les États Parties qui sont en mesure de le faire fournissent une aide financière, technique ou autre dans le cadre des programmes existants, multilatéraux, régionaux, bilatéraux ou autres.**

**Actions de sensibilisation menées dans le cadre de l'UNICEF**

363. L'Unicef a toujours apporté au Gabon un soutien inestimable dans le cadre de la protection de l'enfance.

364. En effet, les campagnes et/ou caravanes de sensibilisation et de vulgarisation de la CDE sont organisées depuis 2002 par le Gouvernement en collaboration avec l'Unicef. En 2012, l'Unicef, le Ministère de la santé et le Ministère de l'Éducation nationale ont élaboré un guide pédagogique pour enseignants du primaire et du secondaire, sur la santé reproductive chez l'adolescent, le droit à la santé et à la non-discrimination dans les salles de classe pour tout enfant infecté ou affecté par une maladie chronique.

365. La mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant s'est traduite par l'élaboration de nombreux programmes de coopération Gabon-Unicef 2007-2011 et 2012-2016, qui visent à contribuer, dans le cadre de l'UNDAF, et conformément aux attributions de l'UNICEF, au renforcement des capacités des principaux intervenants impliqués dans la réalisation des droits de l'enfant, et par la promotion d'un environnement digne des enfants au niveau institutionnel et communautaire.

366. Des formations ciblées ont été organisées à l'endroit de 4 juges de mineurs, 25 gardes pénitentiaires sur la CDE appliquée aux enfants en conflit avec la loi dans le respect des Règles de Beijing.

367. L'Unicef a financé l'impression du Manuel national de procédures de prise en charge des enfants victimes de traite.

368. Avec l'appui de l'UNICEF Niger et du Bureau International des droits des enfants (IBCR), le directeur des écoles de gendarmerie et un formateur de l'école nationale de police ont été formés, en 2011, à Niamey, aux techniques de conception des cours sur la CDE pour les forces de sécurité. Cela permet d'éduquer les forces de sécurité sur les droits de l'enfant dès le début du processus de formation militaire.

369. Depuis 2010, la formation de l'équipe de gardes pénitentiaires en charge des affaires sociales sur les droits de l'enfant et son environnement protecteur est assurée par l'UNICEF. Il en est de même de 25 encadreurs du Génie Militaire qui ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur les Règles de Beijing et la loi n° 39/2010, au Camp militaire de Baraka à Libreville en août et septembre 2012.

## Annexe

### Liste des institutions représentées à la session de restitution et de validation du Rapport national sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

<i>N°</i>	<i>Institutions</i>
01	Association pour le développement de la culture des peuples Pygmées du Gabon (ADCPPG)
02	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux
03	Ministère de la Santé et de la Prévoyance Sociale
04	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation (Police nationale)
05	Ministère des Affaires Étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale
06	Ministère des Droits Humains, de l'Égalité des Chances et des Gabonais de l'Étranger (Direction générale des Droits de l'homme)
07	Ministère du Travail, de l'Emploi et la Formation Professionnelle
08	ONG Mission Nissi
09	ONG Samba Mwanas
10	ONG SIFOS
11	Réseau national de protection des droits de l'enfant au Gabon (REPEG)
12	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)